

Art. 29. De Regering bepaalt de procedure voor de verlening, de weigering, de schorsing of de intrekking van de hotelvergunning.

De hotelvergunning geldt voor onbepaalde duur, onverminderd de opschorting of intrekking ervan.

Art. 30. De Regering legt de bepalingen vast m.b.t. :

1° het schild (herkenningskenmerk) dat aan de houder van een hotelvergunning uitgereikt wordt alsmede de procedure voor het verlenen, weigeren of intrekken van dit schild;

2° de normen en de procedure voor de rangschikking van de hotelinrichtingen;

3° de controle op de hotelgasten;

4° de procedure voor het verkrijgen van de in artikel 23 bedoelde afwijkingen. »

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2016.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 23 november 2015.

O. PAASCH

De Minister-President

Mevr. I. WEYKMANS

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

A. ANTONIADIS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

H. MOLLERS

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

Zitting 2015-2016.

Parlementair stuk : 83 (2015-2016), nr. 1. Voorstel van decreet.

Integraal verslag : 23 november 2015, nr. 19. Bespreking en aanneming.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205756]

3 DECEMBRE 2015. — Décret relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE II. — Modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 2. Dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, Première partie, dans le Livre I^{er}, le Titre I^{er}, le Titre II, le Titre III, les Chapitres I^{er}, II et III du Titre IV, les Sections 1 à 7 du Chapitre III du Titre IV, les Sous-Sections 1^{re} et 2 de la Section 2 du Chapitre III du Titre IV, les Sous-Sections 1^{re} et 2 de la Section 3 du Chapitre III du Titre IV, les Sous-Sections 1^{re} et 2 de la Section 4 du Chapitre III du Titre IV, les Sous-Sections 1^{re} et 2 de la Section 5 du Chapitre III du Titre IV, les Sous-Sections 1^{re} et 2 de la Section 6 du Chapitre III du Titre IV, les Sous-Sections 1^{re} et 2 de la Section 7 du Chapitre III du Titre IV, comprenant les articles 1^{er} à 30, sont abrogés.

Art. 3. Dans le même Code, Première partie, l'intitulé du Livre I^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ».

Art. 4. Dans le Livre I^{er} tel que modifié par l'article 3, il est inséré un Titre I^{er}, comprenant les articles 1^{er} à 2/3, intitulé "Dispositions générales".

Art. 5. Dans le Titre I^{er} inséré par l'article 4, il est inséré un article 1^{er} rédigé comme suit :

« Article 1^{er}. Au sens du présent Livre, l'on entend par :

1° Administration : les Services du Gouvernement wallon compétents dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 2° et 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

2° organisme public : les organismes d'intérêt public compétents dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, II, 1°, 4° et 5°, et IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

3° organisme assureur : une union nationale de mutualités telle que définie à l'article 6 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité et la Caisse des soins de santé de HR Rail;

4° caisse d'allocations familiales : une caisse d'allocations familiales agréée en vertu de l'article 19 de la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales;

5° convention : un accord qui définit les rapports financiers et administratifs entre des établissements, services, institutions ou prestataires et les bénéficiaires de l'assurance obligatoire soins de santé ainsi que les rapports entre ces établissements, services, institutions ou prestataires, l'Agence et les organismes assureurs;

6° convention de revalidation : un accord conclu avec un établissement de rééducation fonctionnelle ou de réadaptation professionnelle ou avec un centre de soins multidisciplinaire coordonné;

7° jours ouvrables : jours calendrier à l'exception du dimanche et des jours fériés légaux. Le présent Livre règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci. »

Art. 6. Dans le même Titre I^{er}, il est inséré un article 2 rédigé comme suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Il est créé un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique appelé "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", ci-après dénommé "l'Agence".

§ 2. L'Agence succède, en ce qui concerne la Région wallonne, aux droits, obligations, biens et charges :

1° de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

2° des services du Gouvernement wallon pour ce qui concerne la politique de santé, la politique familiale visée à l'article 5, § 1^{er}, II, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la politique du troisième âge, dans les limites fixées par l'article 5, § 1^{er}, I, et II, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 6° et 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

3° des services du Gouvernement de la Communauté française pour ce qui concerne la politique de santé, dans les limites fixées par l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 6°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

4° de l'Institut national d'assurance maladie invalidité visé par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour ce qui concerne la politique de santé et la politique d'aide aux personnes dans les limites fixées par l'article 5, § 1^{er}, I et II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 6° et 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

5° du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement pour ce qui concerne la politique de santé, dans les limites fixées par l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 6°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

6° du Service public fédéral Sécurité sociale pour ce qui concerne l'allocation d'aide aux personnes âgées visée à l'article 5, § 1^{er}, II, 4°, a), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

7° de l'Agence fédérale pour les allocations familiales pour ce qui concerne les prestations familiales visées à l'article 5, § 1^{er}, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 3. Les membres du personnel de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées sont transférés d'office vers l'Agence, dans le respect des modalités fixées par le Gouvernement.

Les membres du personnel de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie sont transférés sur base volontaire vers l'Agence, dans le respect des modalités fixées par le Gouvernement. En cas d'insuffisance de candidatures, l'appel pourra être étendu aux membres du personnel du Service public de Wallonie et des organismes d'intérêt public de la Région wallonne.

Sont intégrés dans l'Agence les membres du personnel transférés à la Région et aux services du Gouvernement wallon dans le cadre du transfert de compétences gérées par les services et institutions visées au paragraphe 2, 3° à 7°. »

Art. 7. Dans le même Titre I^{er}, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. L'Agence a son siège à Charleroi.

Le Gouvernement fixe le nombre de ses bureaux régionaux, leurs compétences, leur localisation et le territoire qu'ils desservent. »

Art. 8. Dans le même Titre I^{er}, il est inséré un article 2/2 rédigé comme suit :

« Art. 2/2. L'Agence exerce les missions qui lui sont confiées par le présent Livre, conformément aux règles et conditions spéciales établies par le contrat de gestion visé au Titre V, dans les matières suivantes :

1° la politique de santé, dans les limites fixées par l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 6°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

2° la politique familiale visée à l'article 5, § 1^{er}, II, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans les limites fixées par l'article 3, 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

3° la politique des handicapés, dans les limites fixées par l'article 5, § 1^{er}, II, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

4° la politique du troisième âge, dans les limites fixées par l'article 5, § 1^{er}, II, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

5° les prestations familiales visées à l'article 5, § 1^{er}, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et à l'article 3, 8°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française. »

Art. 9. Dans le même Titre I^{er}, il est inséré un article 2/3 rédigé comme suit :

« Art. 2/3. Les administrations publiques et les organismes d'intérêt public qui relèvent de l'autorité de la Région, les organismes assureurs, les caisses d'allocations familiales ainsi que tout service agréé ou subventionné par la Région, sont tenus de fournir sans frais à l'Agence toute information nécessaire à l'accomplissement de ses missions. »

Art. 10. Dans le Livre I^{er} modifié par l'article 3, il est inséré un Titre II, comprenant les articles 3 à 25/4, intitulé "Structure et gouvernance".

Art. 11. Dans le Titre II inséré par l'article 10, il est inséré un Chapitre 1^{er}, comprenant les articles 3 à 8/3, intitulé "Organes faitiers".

Art. 12. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 11, il est inséré une Section 1^{re}, comprenant l'article 3, intitulée comme suit : "Organes de l'Agence".

Art. 13. Dans le même Chapitre 1^{er}, Section 1^{re} insérée par l'article 12, il est inséré un article 3 rédigé comme suit :

« Art. 3. Il est institué au sein de l'Agence :

1^o un Conseil général;

2^o un Conseil de stratégie et de prospective;

3^o un Conseil de monitoring financier et budgétaire.

L'Agence est dotée en outre d'un dispositif d'audit interne ».

Art. 14. Dans le même Chapitre 1^{er}, il est inséré une Section 2, comprenant les articles 4 et 4/1, intitulée "Conseil général".

Art. 15. Dans la Section 2 insérée par l'article 14, il est inséré un article 4 rédigé comme suit :

« Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil général est composé de :

1^o cinq représentants des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants, qui ont voix délibérative;

2^o cinq représentants des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs salariés, qui ont voix délibérative;

3^o cinq représentants de l'Autorité, qui ont voix délibérative;

4^o trois représentants des organismes assureurs, qui ont voix délibérative à partir d'une date à déterminer par le Gouvernement, au plus tard le 1^{er} janvier 2017.

Avant cette date, les organismes assureurs assistent aux réunions du Conseil général avec une voix consultative.

Pour chaque catégorie de membres effectifs visée à l'alinéa 1^{er}, des membres suppléants sont désignés, en même nombre que les membres effectifs. Un membre suppléant ne siège qu'en l'absence d'un membre effectif de sa catégorie.

Les présidents des Comités visés aux articles 11, 18 et 21, l'administrateur général, l'administrateur général adjoint et les inspecteurs généraux ou leurs délégués assistent aux réunions du Conseil général avec voix consultative.

§ 2. Les membres effectifs et les membres suppléants du Conseil général sont nommés par le Gouvernement.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, et les suppléants visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, respectivement sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie et sur proposition des organismes assureurs.

Les membres effectifs et suppléants visés à l'alinéa 2 ne peuvent relever du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement. Ne sont pas considérées comme relevant du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement les personnes exerçant une fonction d'expert dans un Cabinet ministériel à concurrence d'un maximum de 0,10 équivalent temps plein.

Le Gouvernement désigne le président du Conseil général parmi les membres effectifs qui ont une voix délibérative.

§ 3. Par représentants de l'Autorité visés au paragraphe 1^{er}, 3^o, il convient d'entendre les administrateurs publics désignés en vertu du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

§ 4. Les mandats des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, et celui de leurs suppléants prennent cours dans les six mois qui suivent la date de la prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon.

Ils peuvent être renouvelés. Ils prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile, lorsqu'il n'est plus satisfait à la condition visée au paragraphe 2, alinéa 3, ou lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 4^o, ou d'un de leurs suppléants prend fin pour l'un des motifs visés à l'alinéa 1^{er}, l'organisation concernée propose un remplaçant au Gouvernement dans le mois qui suit la cessation de fonction. Le membre est remplacé dans les trois mois qui suivent la cessation de fonction. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur. »

Art. 16. Dans la même Section 2, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations prévues à l'article 26/2, Le Conseil général assure la gestion de l'ensemble des ressources de l'Agence, en garantissant l'efficacité et la transparence de cette gestion.

A cet effet, le Conseil général :

1^o répartit les ressources visées à l'article 28, alinéa 1^{er}, entre les branches de l'Agence conformément à l'article 28;

2^o met en œuvre une gestion de trésorerie commune et assure la gestion des avoirs disponibles qui appartiennent à l'Agence;

3^o suit l'évolution de l'ensemble des dépenses sur la base des données communiquées par les Comités visés aux articles 11, 18 et 21;

4^o soumet au Gouvernement, en vue de l'élaboration du budget de la Région et des contrôles budgétaires, un rapport relatif à l'évolution des dépenses des branches de l'Agence dans une perspective pluriannuelle, et aux ressources dont l'Agence devrait disposer pour assurer l'équilibre financier de chaque branche compte tenu de son évolution.

§ 2. Le Conseil général établit le budget de l'Agence.

A cet effet, le Conseil général :

1^o consolide les budgets des missions qui lui sont communiqués par les Comités visés aux articles 11, 18 et 21;

2^o établit le budget de gestion de l'Agence.

En outre, le Conseil général :

1^o tient la comptabilité de l'Agence;

2° établit des situations périodiques actives et passives de l'Agence;

3° arrête les comptes de l'Agence et les situations prescrites par le plan comptable normalisé.

A cet effet, le Conseil général :

1° organise les données comptables qui lui sont transmises par les Comités visés aux articles 11, 18 et 21 et regroupe en un document les comptes qu'ils lui communiquent;

2° arrête les données comptables et les comptes qui concernent la gestion de l'Agence.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du Chapitre 3 et des dispositions du Titre VI, le Conseil général dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Agence.

Il lui revient notamment :

1° d'approuver les règlements d'ordre intérieur du Collège central de stratégie et de prospective, du Conseil de monitoring financier budgétaire, de chaque Comité et le règlement d'ordre intérieur commun aux groupes d'experts visés à l'article 5, alinéa 1^{er};

2° de proposer au Gouvernement le cadre organique du personnel de l'Agence et ses modifications, après avoir pris l'avis des Comités visés aux articles 11, 18 et 21;

3° de conclure, d'approuver et d'évaluer le contrat de gestion visé au Titre V selon les modalités fixées par les articles 29/1 et 29/2;

4° d'établir le plan d'administration visé à l'article 29/3 selon les modalités fixées par le même article.

Le Conseil général décide de l'acquisition, de l'utilisation ou de la cession des biens matériels ou immatériels de l'Agence, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens. Il assure l'exécution de ces décisions.

Par dérogation à l'alinéa 3, le contrat de gestion détermine le montant au-delà duquel toute décision d'acquiescer, construire ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier est soumise à l'autorisation préalable du Gouvernement, dans le délai fixé par le contrat de gestion.

§ 4. Le Conseil général assure la cohérence et la coordination de la gestion des branches de l'Agence. Il arbitre les conflits de compétences et les conflits d'intérêts entre les branches de l'Agence. Dans ce cadre, il peut se substituer aux organes de l'Agence selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 5. En concertation avec les Comités visés aux articles 11, 18 et 21, le Conseil général :

1° détermine les orientations politiques générales à court, moyen et long terme de l'Agence;

2° développe et met en place des politiques transversales, sans préjudice des compétences des Commissions visées aux articles 23 et 24.

A cet effet, le Conseil général peut solliciter des avis du Conseil de stratégie et de prospective conformément à l'article 5/4, § 2, 3°.

§ 6. Le Conseil général établit un rapport annuel des activités de l'Agence.

§ 7. Pour l'exercice des missions visées au paragraphe 1^{er}, au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, et alinéa 3, 3°, ainsi qu'au paragraphe 3, alinéa 2, 1° à 4°, le Conseil général est valablement constitué si au moins trois représentants des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants, trois représentants des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs salariés, trois représentants de l'Autorité ainsi que deux représentants des organismes assureurs sont présents.

Dans l'hypothèse où le Conseil général n'a pu être valablement constitué conformément à l'alinéa 1^{er}, le Conseil général est à nouveau convoqué endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Conseil général est réputé valablement constitué si au moins la moitié des membres sont présents.

S'agissant de l'ensemble des missions du Conseil général, les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres ayant voix délibérative présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

Art. 17. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 11, il est inséré une Section 3, comprenant les articles 5 à 5/5, intitulée « Conseil de stratégie et de prospective ».

Art. 18. Dans la Section 3 insérée par l'article 17, il est inséré un article 5 rédigé comme suit :

« Art. 5. Le Conseil de stratégie et de prospective est composé d'un Collège central de stratégie et de prospective et de groupes d'experts.

Il s'appuie sur un secrétariat et sur un Observatoire des politiques visées à l'article 2/2.

Le Gouvernement détermine les modalités de fonctionnement du Conseil de stratégie et de prospective. »

Art. 19. Dans la même Section 3, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. § 1^{er}. Le Collège central de stratégie et de prospective est composé de :

1° deux membres de chaque Comité visé aux articles 11, 18 et 21, désignés par celui-ci;

2° quatre représentants des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants, désignés sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

3° quatre représentants des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs, désignés sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

4° douze membres reconnus pour leur expertise particulière dans les matières gérées par l'Agence, désignés par le Gouvernement;

5° un membre du personnel de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, désigné par le Gouvernement.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, un membre suppléant est désigné. Il ne siège qu'en l'absence du membre effectif correspondant.

Le président est désigné par le Gouvernement parmi les membres effectifs disposant d'une voix délibérative.

§ 2. Les mandats des membres visés au paragraphe 1^{er} prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. Ils peuvent être renouvelés. Ils prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile ou lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o, ou d'un de leurs suppléants prend fin pour l'un des motifs visés à l'alinéa 1^{er}, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur. »

Art. 20. Dans la même Section 3, il est inséré un article 5/2 rédigé comme suit :

« Art. 5/2. Les groupes d'experts visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, sont composés de dix à vingt membres selon les thématiques concernées.

Ces membres sont désignés par le Collège central de stratégie et de prospective parmi une liste d'experts.

La liste d'experts visée à l'alinéa 2 est arrêtée par le Gouvernement au moins tous les six ans après appel public à candidatures et sur proposition du Collège central de stratégie et de prospective. Dans l'hypothèse où certaines matières gérées par l'Agence ou certains types d'experts ne seraient plus suffisamment représentés, la liste d'experts peut être renouvelée partiellement.

Elle comporte notamment des représentants du monde scientifique, des organismes assureurs, des caisses d'allocations familiales, des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants, des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs salariés, des organisations professionnelles représentatives et des organisations représentatives des gestionnaires des établissements, services et institution et des associations représentatives des usagers, reconnus pour leur expertise particulière dans les matières de l'Agence. Une représentation équilibrée des différents domaines de l'Agence y est assurée. »

Art. 21. Dans la même Section 3, il est inséré un article 5/3 rédigé comme suit :

« Art. 5/3. La qualité de membre du Collège central de stratégie et de prospective, à l'exception des membres visés à l'article 5/1, § 1^{er}, 1^o, est incompatible avec la qualité de :

1^o membre du Conseil général;

2^o membre du Conseil de monitoring financier et budgétaire. »

Art. 22. Dans la même Section 3, il est inséré un article 5/4 rédigé comme suit :

« Art. 5/4. La fonction consultative relative aux matières visées par l'article 2/2 est exercée par le Conseil de stratégie et de prospective selon les modalités déterminées par ou en vertu du présent Livre. Dans le cadre de cette fonction, le Conseil de stratégie et de prospective développe une vision stratégique transversale des matières dans lesquelles l'Agence exerce ses missions.

A cet effet, le Conseil de stratégie et de prospective :

1^o assure une veille des développements de la politique de santé, de la politique du troisième âge, de la politique des handicapés, de la politique familiale et de la politique des prestations familiales aux niveaux régional et communautaire, fédéral et international, et formule des propositions destinées à répondre aux enjeux à long terme qu'il identifie en rapport avec ces politiques;

2^o évalue de manière qualitative et quantitative, dans une perspective de satisfaction des bénéficiaires et de réduction des inégalités, l'éventail des solutions mises en place dans le cadre des matières visées à l'article 2/2 et formule des propositions en vue du développement de ces solutions;

3^o donne, soit à la demande du Gouvernement, du Conseil général ou d'un Comité soit de sa propre initiative, un avis sur les matières visées au 1^o et au 2^o.

L'avis du Conseil de stratégie et de prospective peut être sollicité sur les avant-projets de décrets, sur les projets d'arrêtés du Gouvernement et sur l'exécution de la programmation et du programme quinquennal de promotion de la santé dans les matières visées à l'article 2/2.

Les avis rendus par le Conseil de stratégie et de prospective dans le cadre de ses compétences visées au présent article sont communiqués pour information au Gouvernement, au Conseil général et aux Comités de branches concernés.

Les avis rendus par le Conseil de stratégie et de prospective relatifs à un avant-projet de décret sont communiqués au Conseil économique et social.

Le Conseil de stratégie et de prospective adresse, tous les deux ans, pour le 30 avril, au Parlement et au Gouvernement un rapport consignait les constats, évaluations et propositions visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o. Ce rapport est communiqué au Conseil général et aux Comités visés aux articles 11, 18 et 21. »

Art. 23. Dans la même Section 3, il est inséré un article 5/5 rédigé comme suit :

« Art. 5/5. § 1^{er}. L'exécution des missions visées à l'article 5/4, alinéa 2, 1^o et 2^o, est assuré par le Collège central de stratégie et de prospective.

A cet effet, celui-ci peut solliciter l'avis de groupes d'experts visés à l'article 5, alinéa 1^{er}.

§ 2. Les demandes d'avis émanant du Gouvernement, du Conseil général ou d'un Comité conformément aux articles 5/4, alinéa 2, 3^o, et 5/4, alinéa 3, sont adressées au secrétariat du Conseil de stratégie et de prospective.

Elles sont traitées par le Collège central de stratégie et de prospective, lorsqu'il s'agit d'avis généraux, ou par un groupe d'experts, lorsqu'il s'agit d'avis sur des matières spécifiques.

Lorsqu'il s'agit d'avis sur des matières spécifiques, l'avis du groupe d'experts est examiné par le Collège central de stratégie et de prospective qui, le cas échéant, y adjoint ses observations.

Lorsqu'il s'agit d'avis généraux, le Collège central de stratégie et de prospective peut toujours solliciter l'avis d'un ou plusieurs groupes d'experts. »

Art. 24. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 11, il est inséré une Section 4, comprenant les articles 6 et 6/1, intitulée "Conseil de monitoring financier et budgétaire".

Art. 25. Dans la Section 4 insérée par l'article 24, il est inséré un article 6 rédigé comme suit :

« Art. 6. § 1^{er}. Le Conseil de monitoring financier et budgétaire est composé de :

- 1° un membre de chaque Comité visé aux articles 11, 18 et 21 désigné par celui-ci;
- 2° trois membres reconnus pour leurs compétences budgétaires désignés par le Gouvernement;
- 3° un Inspecteur des Finances désigné par le Gouvernement;
- 4° un représentant de la Cour des Comptes;
- 5° un délégué de l'Administration du budget de la Région, désigné par le Gouvernement.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, un membre suppléant est désigné. Il ne siège qu'en l'absence du membre effectif correspondant.

La qualité de membre du Conseil de monitoring financier et budgétaire est incompatible avec la qualité de :

- 1° membre du Conseil général;
- 2° membre d'un Comité, sauf pour ce qui concerne les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°;
- 3° membre de l'une des Commissions visées aux articles 12 à 16/1 ou de l'une des Commissions visées aux articles 23 et 24;
- 4° membre du Conseil de stratégie et de prospective.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'administrateur général, l'administrateur général adjoint, les inspecteurs généraux responsables de branche ou leurs délégués assistent aux réunions du Conseil de monitoring financier et budgétaire avec voix consultative. En outre, assiste également aux réunions de ce dernier, avec voix consultative, le responsable du service administratif en charge du budget de l'Agence ou son délégué.

Le président est désigné par le Gouvernement parmi les membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Les mandats des membres visés au paragraphe 1^{er} prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. Ils peuvent être renouvelés. Ils prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile ou, lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° à 5°, ou d'un de leurs suppléants prend fin pour l'un des motifs évoqués à l'alinéa 1^{er}, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur. »

Art. 26. Dans la même Section 4, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. Le Conseil de monitoring financier et budgétaire :

- 1° rend des avis, dans le cadre de la procédure d'élaboration du budget des missions et du budget de gestion de l'Agence, visée à l'article 28/3;
- 2° formule les avis ou propositions visés aux articles 29/1, § 1^{er} et 29/2;
- 3° fait trimestriellement rapport au Conseil général, aux Comités visés aux articles 11, 18 et 21 et au Gouvernement sur les recettes et les dépenses de l'Agence, en particulier sur les prévisions en la matière et sur les différents aspects de leur évolution;
- 4° donne un avis sur la compatibilité avec le budget des missions de la branche concernée de toute convention négociée au sein d'une commission ou toute convention de revalidation proposées par une commission. Cet avis intervient avant l'approbation d'une convention ou d'une convention de revalidation par le Comité de la branche concernée;
- 5° donne un avis sur toute question budgétaire que lui soumettent le Gouvernement, le Conseil général ou les Comités visés aux articles 11, 18 et 21;
- 6° transmet le rapport visé à l'article 7.

Le Conseil de monitoring financier et budgétaire dispose des pouvoirs d'investigation les plus larges dans le cadre de sa mission, sans toutefois avoir accès aux données individuelles. Il examine les opérations ayant une incidence financière ou budgétaire, a accès à tous les dossiers et archives et reçoit des services de l'Agence tous les renseignements qu'il demande. Il peut déléguer certains de ses membres aux réunions des organes de l'Agence. »

Art. 27. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 11, il est inséré une Section 5 comprenant les articles 7 à 7/3, intitulée "Dispositions communes au Conseil général, au Conseil de stratégie et de prospective et au Conseil de monitoring financier et budgétaire".

Art. 28. Dans la Section 5 insérée par l'article 27, il est inséré un article 7 rédigé comme suit :

« Art. 7. Au milieu de chaque législature ou à la demande expresse du Gouvernement, le Conseil général, le Collège central de stratégie et de prospective et le Conseil de monitoring financier et budgétaire transmettent chacun au Gouvernement un rapport écrit contenant une évaluation des articles 1^{er} à 30/2. Le Gouvernement prend acte de ce rapport et le transmet pour information au Parlement dans le mois de sa réception par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la première évaluation de ces dispositions intervient avant la fin de l'année au cours de laquelle elles sont entrées en vigueur. »

Art. 29. Dans la même Section 5, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. § 1^{er}. Le Conseil général, le Collège central de stratégie et de prospective et le Conseil de monitoring financier et budgétaire établissent chacun leur règlement d'ordre intérieur. Le Collège central de stratégie et de prospective établit un règlement d'ordre intérieur commun aux groupes d'experts visés à l'article 5, alinéa 1^{er}.

Le règlement d'ordre intérieur du Conseil général contient notamment :

- 1° les règles concernant la convocation du Conseil général à la demande du Gouvernement, à la demande du président ou à la demande de deux membres;
- 2° les règles relatives à la présidence du Conseil général en l'absence du président ou en cas d'empêchement de celui-ci;
- 3° les règles relatives aux modalités de délibération sans préjudice de l'article 4/1;

4° les actes qui relèvent de la gestion journalière dans le champ des attributions du Conseil général, sans préjudice de l'article 26/1, alinéa 2;

5° les règles en vertu desquelles le Conseil général peut, en complément des compétences visées à l'article 26/1, déléguer certaines tâches spécifiques à l'Administrateur général et à l'Administrateur général adjoint;

6° les règles relatives à la gestion des situations visées au paragraphe 2.

Les règlements d'ordre intérieur du Conseil de monitoring financier et budgétaire, du Collège central de stratégie et de prospective et des groupes d'experts visés à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er} contiennent notamment :

1° les règles concernant la convocation des réunions;

2° les règles relatives à leur présidence en l'absence du président ou en cas d'empêchement de celui-ci;

3° les règles relatives aux modalités de délibération;

4° les règles relatives à la gestion des situations visées au paragraphe 2.

Les règlements d'ordre intérieur du Conseil général, du Collège central de stratégie et de prospective et du Conseil de monitoring financier et budgétaire ainsi que le règlement d'ordre intérieur commun aux groupes d'experts visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, sont approuvés par le Gouvernement et publiés au *Moniteur belge*.

§ 2. Il est interdit à tout membre du Conseil général, du Collège central de stratégie et de prospective ou du Conseil de monitoring financier et budgétaire, ainsi qu'à tout expert membre d'un groupe visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, d'être présent lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération sur un objet pour lequel il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel. »

Art. 30. Dans la même Section 5, il est inséré un article 7/2 rédigé comme suit :

« Art. 7/2. Le Conseil général désigne parmi les membres du personnel de l'Agence, et sur proposition de l'Administrateur général, la personne chargée de son secrétariat, la personne chargée du secrétariat du Conseil de stratégie et de prospective ainsi que la personne chargée du secrétariat du Conseil de monitoring financier et budgétaire. »

Art. 31. Dans la même Section 5, il est inséré un article 7/3 rédigé comme suit :

« Art. 7/3. Les membres effectifs et les membres suppléants du Conseil général, les membres du Conseil de stratégie et de prospective ainsi que les membres du Conseil de monitoring financier et budgétaire ont droit au remboursement des frais de parcours qu'ils ont exposés en raison de leur travail au sein de ces organes, suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

Les indemnités auxquelles ils peuvent prétendre à ce titre sont à charge de l'Agence.

L'article 15bis du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution n'est pas applicable aux membres effectifs et aux membres suppléants qui revêtent la qualité de représentant de l'autorité au sein du Conseil général. »

Art. 32. Dans le Chapitre 1^{er} inséré par l'article 11, il est inséré une Section 6 comprenant les articles 8 à 8/3, intitulée "Dispositif d'audit interne".

Art. 33. Dans la Section 6 insérée par l'article 32, il est inséré un article 8 rédigé comme suit :

« Art. 8. Le dispositif d'audit interne est chargé :

1° d'assister le Conseil général et les Comités visés aux articles 11, 18 et 21 dans leurs activités de supervision;

2° de leur fournir une assurance quant au degré de maîtrise des risques et quant au degré de maîtrise des opérations et activités gérées par l'Agence.

Le dispositif d'audit interne répond aux standards internationaux en la matière et en termes d'éthique et de professionnalisme, ainsi que du point de vue des mécanismes, pratiques et moyens à mettre en œuvre.

Il comprend un comité d'audit et un service d'audit internes. »

Art. 34. Dans la même Section 6, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. § 1^{er}. Le comité d'audit indépendant est composé :

1° du président du Conseil général;

2° de deux experts, externes, indépendants de l'Agence.

Les experts visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont choisis sur la base de leur compétence en matière d'audit interne. Ils sont désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général, pour la durée du contrat de gestion visé au Titre V. Leur mandat est renouvelable.

Lorsqu'un expert quitte le comité d'audit avant la fin de son mandat, il est remplacé dans les trois mois. L'expert désigné en remplacement achève le mandat de son prédécesseur.

Les membres du comité d'audit choisissent leur président parmi eux.

§ 2. Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par an.

Il arrête la charte de son fonctionnement. Celle-ci détermine au moins les modalités de fonctionnement des réunions du comité d'audit, l'exercice de ses missions, ses droits et obligations envers l'Agence, ses relations avec les organes de l'Agence et ses relations avec les autres organes de contrôle externe.

Le comité d'audit soumet la charte visée à l'alinéa 2 à l'approbation du Conseil général. »

Art. 35. Dans la même Section 6, il est inséré un article 8/2 rédigé comme suit :

« Art. 8/2. Le comité d'audit dispose d'un service d'audit interne qui relève directement de son autorité. Le service d'audit interne est chargé de la gestion des missions du comité d'audit.

Le comité d'audit, par l'intermédiaire du service d'audit interne, établit un programme annuel et un plan pluriannuel de missions d'audits internes.

Pour chaque mission d'audit interne, un rapport écrit contenant la description des faits et des constatations, ainsi qu'une évaluation du système de contrôle interne et des éventuelles recommandations est établi. »

Art. 36. Dans la même Section 6, il est inséré un article 8/3 rédigé comme suit :

« Art. 8/3. Les ressources et les moyens du dispositif d'audit interne, en ce compris ceux relatifs au service d'audit interne, sont à charge du budget de l'Agence, dans une ligne budgétaire spécifique. »

Art. 37. Dans le Titre II inséré par l'article 10, il est inséré un Chapitre 2, comprenant les articles 9 à 25/4, intitulé "Branches".

Art. 38. Dans le Chapitre 2 inséré par l'article 37, il est inséré une Section 1^{re}, comprenant l'article 9, intitulée "Des trois branches de l'Agence".

Art. 39. Dans le même Chapitre 2, Section 1^{re} insérée par l'article 38, il est inséré un article 9 rédigé comme suit :

« Art. 9. Au sein de l'Agence, il est institué :

1° une branche "Bien-être et Santé", compétente pour les matières visées à l'article 2/2, 1°, 2° et 4°;

2° une branche "Handicap", compétente pour les matières visées à l'article 2/2, 3°;

3° une branche "Familles", compétente pour les matières visées à l'article 2/2, 5° ».

Art. 40. Dans le même Chapitre 2, il est inséré une Section 2, comprenant les articles 10 à 16/1, intitulée « Branche Bien-être et Santé ».

Art. 41. Dans la Section 2 insérée par l'article 40, il est inséré une Sous-Section 1^{re}, comprenant un article 10, intitulée « Des commissions au sein de la branche "Bien-être et Santé" ».

Art. 42. Dans la même Section 2, Sous-Section 1^{re} insérée par l'article 41, il est inséré un article 10, rédigé comme suit :

« Art. 10. La branche "Bien-être et Santé" est gérée par un Comité du même nom.

Il est institué en son sein :

1° une Commission "Première ligne d'aide et de soins";

2° une Commission "Hôpitaux";

3° une Commission "Santé mentale";

4° une Commission "Accueil et hébergement des personnes âgées".

La branche "Bien-être et Santé" est dotée des services qui permettent au Comité "Bien-être et Santé" et aux Commissions visées à l'alinéa 2 d'assumer les missions que leur attribue le présent Livre. »

Art. 43. Dans la même Section 2, il est inséré une Sous-Section 2, comprenant les articles 11 et 11/1, intitulée « Comité "Bien-être et Santé" ».

Art. 44. Dans la Sous-Section 2 insérée par l'article 43, il est inséré un article 11 rédigé comme suit :

« Art. 11. § 1^{er}. Le Comité "Bien-être et Santé" est composé de :

1° douze représentants des organisations professionnelles du secteur de l'aide et des soins ainsi que des organisations représentatives des hôpitaux, établissements, ou services d'aide et de soins ou de leurs gestionnaires dont au moins un représentant des secteurs de la prévention et de la promotion de la santé, qui ont voix délibérative;

2° douze représentants des organismes assureurs, qui ont voix délibérative;

3° cinq représentants de l'Autorité, qui ont voix délibérative;

4° deux représentants des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants, qui ont voix délibérative;

5° deux représentants des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs, qui ont voix délibérative.

Pour chaque catégorie de membres effectifs visée à l'alinéa 1^{er}, des membres suppléants sont désignés, en même nombre que les membres effectifs. Un membre suppléant ne siège qu'en cas d'absence d'un membre effectif de sa catégorie.

L'administrateur général, l'administrateur général adjoint et l'inspecteur général responsable de la branche "Bien-être et Santé" ou leurs délégués assistent aux réunions du Comité "Bien-être et Santé" avec voix consultative.

§ 2. Les membres effectifs et les membres suppléants du Comité "Bien-être et Santé" sont nommés par le Gouvernement.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5°, et les suppléants visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, sur proposition des organisations professionnelles du secteur d'aide et de soins et des organisations représentatives des hôpitaux, établissements ou services d'aide et de soins, sur proposition des organismes assureurs, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie.

Les membres effectifs et membres suppléants visés à l'alinéa 2 ne peuvent relever du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement. Ne sont pas considérées comme relevant du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement les personnes exerçant une fonction d'expert dans un Cabinet ministériel à concurrence d'un maximum de 0,10 équivalent temps plein.

Le Gouvernement désigne le président du Comité "Bien-être et Santé" parmi les membres effectifs disposant d'une voix délibérative.

§ 3. Les mandats des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et celui de leurs suppléants prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. Ils peuvent être renouvelés. Ils prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile, lorsqu'il n'est plus satisfait aux conditions visées au paragraphe 2, alinéa 2, ou lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5°, ou d'un de leurs suppléants prend fin pour l'un des motifs visés à l'alinéa 1^{er}, l'organisation concernée propose un remplaçant au Gouvernement dans le mois qui suit la cessation de fonction. Le membre est remplacé dans les trois mois qui suivent la cessation de fonction. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur. »

Art. 45. Dans la même Sous-Section 2, il est inséré un article 11/1 rédigé comme suit :

« Art. 11/1. § 1^{er}. Le Comité "Bien-être et Santé" :

1° établit le budget des missions de la branche "Bien-être et Santé", au sens de l'article 28/2, et le communique au Conseil général;

2° procède à une évaluation des moyens nécessaires à la gestion de la branche "Bien-être et Santé" et communique cette évaluation au Conseil général en vue de l'établissement du budget de gestion de l'Agence;

3° surveille l'évolution des dépenses de la branche "Bien-être et Santé" et prend le cas échéant des mesures de correction budgétaire;

4° communique au Conseil général les données relatives à l'évolution des dépenses de la branche "Bien-être et Santé" et les éventuelles mesures de correction budgétaire adoptées;

5° communique au Conseil général les données comptables relatives à la branche "Bien-être et Santé" requises pour l'établissement de la comptabilité de l'Agence et des situations périodiques actives et passives de celle-ci;

6° arrête les comptes de la branche "Bien-être et Santé" et les communique au Conseil général;

7° communique au Conseil général les données relatives à la branche "Bien-être et Santé" nécessaires à l'établissement du rapport visé à l'article 4/1, § 6;

8° approuve les conventions conclues au sein des Commissions visées aux articles 12 à 16/1 ou au sein des Commissions visées aux articles 23 et 24, après avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire;

9° approuve, sur proposition des Commissions visées aux articles 12 à 16/1 ou au sein des Commissions visées aux articles 23 à 24, après avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, les conventions de revalidation;

10° approuve, sur proposition de la Commission "Autonomie et grande Dépendance", les accords relatifs aux aides à la mobilité. Pour être définitivement approuvés, ces accords doivent également être approuvés par le Comité "Handicap".

Les conventions visées à l'alinéa 1^{er}, 8°, et les conventions de revalidation visées à l'alinéa 1^{er}, 9°, sont notifiées au Gouvernement par le président. Le Gouvernement peut s'y opposer dans les quinze jours ouvrables à dater de la notification.

§ 2. Le Comité "Bien-être et Santé" est valablement constitué si chacune des catégories qui le composent conformément à l'article 11, § 1^{er}, est représentée par la moitié de ses membres au moins.

Dans l'hypothèse où le Comité "Bien-être et Santé" n'a pu être valablement constitué conformément à l'alinéa 1^{er}, le Comité est à nouveau convoqué endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Comité "Bien-être et Santé" est réputé valablement constitué si au moins la moitié des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres ayant voix délibérative présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

Lorsque ce quorum de vote visé à l'alinéa 3 n'est pas atteint, mais que la majorité des membres présents ayant voix délibérative est obtenue, le président soumet au vote les mêmes propositions lors de la réunion suivante.

Si la majorité visée à l'alinéa précédent est à nouveau obtenue, les décisions sont acquises. »

Art. 46. Dans la Section 2 insérée par l'article 40, il est inséré une Sous-Section 3, comprenant les articles 12 à 16/1, intitulée "Commissions".

Art. 47. Dans la même Sous-Section 3, il est inséré un article 12 rédigé comme suit :

« Art. 12. § 1^{er}. La Commission "Première ligne d'aide et de soins" est composée, par le Conseil général, d'un nombre égal de membres :

1° désignés sur proposition des organisations professionnelles du secteur de l'aide, des soins de première ligne et par les organisations représentatives des services d'aide et de soins de première ligne ou de leurs gestionnaires;

2° désignés sur proposition des organismes assureurs.

§ 2. La Commission "Première ligne d'aide et de soins" est compétente en matière d'organisation des aides et des soins de santé de première ligne et en matière de soutien aux professions d'aides et de soins de santé de première ligne.

Dans le champ de ses compétences, la Commission "Première ligne d'aide et de soins" :

1° négocie et conclut des conventions;

2° propose des conventions de revalidation au Comité "Bien-être et Santé";

3° détermine les besoins de financement.

Dès leur conclusion, les conventions visées à l'alinéa 2, 1°, sont communiquées au Comité "Bien-être et Santé" ».

Art. 48. Dans la même Sous-Section 3, il est inséré un article 13 rédigé comme suit :

« Art. 13. § 1^{er}. La Commission "Hôpitaux" est composée, par le Conseil général, d'un nombre égal de membres :

1° désignés sur proposition des organisations représentatives du secteur des hôpitaux;

2° désignés sur proposition des organismes assureurs.

§ 2. La Commission "Hôpitaux" est compétente en matière de politique de dispensation de soins dans les hôpitaux.

Dans le champ de ses compétences, la Commission "Hôpitaux" :

1° négocie et conclut des conventions;

2° propose des conventions de revalidation au Comité "Bien-être et Santé";

3° détermine les besoins de financement.

Dès leur conclusion, les conventions visées à l'alinéa 2, 1°, sont communiquées au Comité "Bien-être et Santé" ».

Art. 49. Dans la même Sous-Section 3, il est inséré un article 14 rédigé comme suit :

« Art. 14. § 1^{er}. La Commission "Santé mentale" est composée, par le Conseil général, d'un nombre égal de membres :

1° désignés sur proposition des organisations professionnelles du secteur de la santé mentale et par les organisations représentatives des hôpitaux, établissements ou services de santé mentale ou de leurs gestionnaires;

2° désignés sur proposition des organismes assureurs.

§ 2. La Commission "Santé mentale" est compétente en matière de politique de dispensation des soins de santé mentale dans les hôpitaux psychiatriques, dans les services psychiatriques des hôpitaux généraux, dans les institutions de soins autres que les hôpitaux et au dehors des institutions de soins.

Dans le champ de ses compétences, la Commission "Santé mentale" :

1° négocie et conclut des conventions;

2° propose des conventions de revalidation au Comité "Bien-être et Santé";

3° détermine les besoins de financement.

Dès leur conclusion, les conventions visées à l'alinéa 2, 1°, sont communiquées au Comité "Bien-être et Santé" ».

Art. 50. Dans la même Sous-Section 3, il est inséré un article 15 rédigé comme suit :

« Art. 15. § 1^{er}. La Commission "Accueil et hébergement des personnes âgées" est composée, par le Conseil général, d'un nombre égal de membres :

1° désignés sur proposition des organisations représentatives du secteur des établissements pour personnes âgées;

2° désignés sur proposition des organismes assureurs.

§ 2. La Commission "Accueil et hébergement des personnes âgées" est compétente en matière de politique de dispensation de soins dans les institutions pour personnes âgées, en ce compris les services de gériatrie isolés.

Dans le champ de ses compétences, la Commission "Accueil et hébergement des personnes âgées" :

1° négocie et conclut des conventions;

2° détermine les besoins de financement.

Dès leur conclusion, les conventions visées à l'alinéa 2, 1°, sont communiquées au Comité "Bien-être et Santé" ».

Art. 51. Dans la même Sous-Section 3, il est inséré un article 16 rédigé comme suit :

« Art. 16. § 1^{er}. Les membres de chaque Commission visée dans la présente sous-section sont désignés pour une durée de cinq ans.

Il est pourvu immédiatement au remplacement du membre qui a cessé de faire partie d'une Commission.

§ 2. Chaque Commission visée dans la présente sous-section est présidée par un membre du personnel des services de la branche "Bien-être et Santé" désigné par le Conseil général sur proposition conjointe de l'administrateur général et de l'inspecteur général responsable de la branche "Bien-être et Santé".

§ 3. Il est interdit à tout membre d'une Commission d'être présent lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération sur un objet pour lequel il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel.

§ 4. Une Commission visée dans la présente sous-section est valablement constituée lorsqu'elle réunit au moins quatre-cinquième des membres de chaque catégorie.

Dans l'hypothèse où une Commission n'a pu être valablement constituée conformément à l'alinéa 1^{er}, la Commission est à nouveau convoquée endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la Commission est réputée valablement constituée si au moins la moitié des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

§ 5. Chaque Commission établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation de la Commission à la demande du Gouvernement, à la demande du président ou à la demande de deux membres;

2° les règles relatives à la présidence de la Commission en l'absence du président ou en cas d'empêchement de celui-ci;

3° les règles relatives aux modalités de délibération sans préjudice du paragraphe 4;

4° les règles relatives à la gestion des situations visées au paragraphe 3;

5° les règles relatives au vote dans l'hypothèse où les membres ne sont pas présents en nombre égal dans chacun des deux groupes.

Le règlement d'ordre intérieur de chaque Commission est soumis à l'avis du Comité de branche dont elle relève et fait l'objet d'une approbation définitive par le Gouvernement. »

Art. 52. Dans la même Sous-Section 3, il est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Art. 16/1. Des Commissions visées dans la présente sous-section peuvent siéger ensemble lorsque des questions d'intérêt commun sont portées à l'ordre du jour.

La Commission "Hôpitaux" et la Commission "Santé mentale" siègent ensemble pour exercer leurs compétences en matière de dispensation des soins de santé mentale dans les hôpitaux psychiatriques, dans les services psychiatriques des hôpitaux généraux, dans les maisons de soins psychiatriques et les initiatives d'habitations protégées.

En outre, les Commissions visées dans la présente sous-section que le Gouvernement désigne siègent ensemble pour les questions qu'il détermine. »

Art. 53. Dans le Chapitre 2 inséré par l'article 37, il est inséré une Section 3, comprenant les articles 17 à 19, intitulée « Branche "Handicap" ».

Art. 54. Dans la Section 3 insérée par l'article 53, il est inséré une Sous-Section 1, comprenant l'article 17, intitulée « Organisation de la branche "Handicap" ».

Art. 55. Dans la même Section 3, Sous-Section 1 insérée par l'article 54, il est inséré un article 17, rédigé comme suit :

« Art. 17. La branche "Handicap" est gérée par un Comité du même nom.

La branche "Handicap" comprend en outre des Commissions subrégionales de coordination, dont le Conseil général, sur proposition du Comité "Handicap" fixe le nombre, la composition et le ressort.

La branche "Handicap" est dotée des services qui permettent au Comité "Handicap" et aux Commissions subrégionales de coordination visées à l'alinéa 3 d'assumer les missions que leur attribue le présent Livre. »

Art. 56. Dans la même Section 3, il est inséré une Sous-Section 2, comprenant les articles 18 et 18/1, intitulée « Comité "Handicap" ».

Art. 57. Dans la Sous-Section 2 insérée par l'article 56, il est inséré un article 18 rédigé comme suit :

« Art. 18. § 1^{er}. Le Comité "Handicap" est composé de :

1^o cinq représentants des fédérations d'institutions et de services qui s'adressent à des personnes handicapées, qui ont voix délibérative;

2^o cinq représentants des associations représentatives des personnes handicapées ou de leur famille, qui ont voix délibérative;

3^o cinq représentants de l'Autorité, qui ont voix délibérative;

4^o deux représentants des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants, qui ont voix délibérative;

5^o deux représentants des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs salariés, qui ont voix délibérative;

6^o trois représentants des organismes assureurs, qui ont voix délibérative.

Pour chaque catégorie de membres effectifs visée à l'alinéa 1^{er}, des membres suppléants sont désignés, en même nombre que les membres effectifs. Un membre suppléant ne siège qu'en cas d'absence d'un membre effectif de sa catégorie.

L'administrateur général, l'administrateur général adjoint et l'inspecteur général responsable de la branche "Personnes handicapées" ou leurs délégués assistent aux réunions du Comité "Handicap" avec voix consultative.

§ 2. Les membres effectifs et les membres suppléants du Comité "Handicap" sont nommés par le Gouvernement.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o à 6^o, et les suppléants de ceux-ci sur proposition, respectivement, des fédérations d'institutions ou de services qui s'adressent à des personnes handicapées, des associations représentatives des personnes handicapées ou de leur famille, du Conseil économique et social de Wallonie et des organismes assureurs.

Les membres effectifs et les membres suppléants visés à l'alinéa 2 ne peuvent relever du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement. Ne sont pas considérées comme relevant du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement les personnes exerçant une fonction d'expert dans un cabinet ministériel à concurrence d'un maximum de 0,10 équivalent temps plein.

Le Gouvernement désigne le président du Comité "Handicap" parmi les membres effectifs disposant d'une voix délibérative.

§ 3. Les mandats des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et celui de leurs suppléants prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. Ils peuvent être renouvelés. Ils prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile, lorsqu'il n'est plus satisfait aux conditions visées au paragraphe 2, alinéa 2, ou lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o à 6^o, ou d'un de leurs suppléants prend fin pour l'un des motifs évoqués à l'alinéa 1^{er}, l'organisation concernée propose un remplaçant au Gouvernement dans le mois qui suit la cessation de fonction. Le membre est remplacé dans les trois mois qui suivent la cessation de fonction. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur. »

Art. 58. Dans la même Sous-Section 2, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit :

« Art. 18/1. § 1^{er}. Le Comité "Handicap" :

1^o établit le budget des missions de la branche "Handicap", au sens de l'article 28/2, et le communique au Conseil général;

2^o procède à une évaluation des moyens nécessaires à la gestion de la branche "Handicap" et communique cette évaluation au Conseil général en vue de l'établissement du budget de gestion de l'Agence;

3^o surveille l'évolution des dépenses de la branche "Handicap" et prend le cas échéant des mesures de correction budgétaire;

4^o communique au Conseil général les données relatives à l'évolution des dépenses de la branche "Handicap" et les éventuelles mesures de correction budgétaire adoptées;

5^o communique au Conseil général les données comptables relatives à la branche "Handicap" requises pour l'établissement de la comptabilité de l'Agence et des situations périodiques actives et passives de celle-ci;

6^o arrête les comptes de la branche "Handicap" et les communique au Conseil général;

7^o communique au Conseil général les données relatives à la branche "Handicap" nécessaires à l'établissement du rapport visé à l'article 4/1, § 6;

8^o assume une mission générale de coordination et d'information, à savoir :

a) la participation à la coordination régionale et interministérielle de la politique des personnes handicapées;

b) la promotion d'études, de recherches d'informations et la mise en place d'indicateurs sociaux;

c) l'organisation d'actions d'information et d'encouragement développant la prise de conscience de la collectivité et des services généraux;

d) la promotion de la participation des personnes handicapées et de leurs associations à l'élaboration des mesures qui les concernent;

- e) la promotion de la formation initiale et de la formation continuée du personnel de l'ensemble des services qui s'adressent partiellement ou totalement aux personnes handicapées;
- f) la participation à la prévention, au dépistage et au diagnostic des déficiences et handicaps et à la mise en œuvre de l'aide précoce;
- g) à la promotion, l'information et l'orientation de la personne handicapée ainsi que l'information de sa famille;
- h) la promotion de l'accueil, l'hébergement, le développement optimal ou l'accompagnement des personnes handicapées;
- i) la promotion de la formation ou la réadaptation professionnelle des personnes handicapées;
- j) la promotion de l'accès à l'emploi des personnes handicapées et des aides y contribuant;
- k) la promotion de la participation des personnes handicapées à la vie culturelle, sportive et sociale, en favorisant notamment la mobilité des personnes et les moyens d'accès et des aides y contribuant;
- l) l'information et la promotion d'une vie affective et d'une vie sexuelle épanouissantes pour les personnes handicapées;
- m) la promotion, l'information et la formation à l'accessibilité des lieux ouverts au public;
- n) la promotion, l'information et la formation à l'accessibilité et l'adaptabilité des logements, ainsi que des aides y contribuant;

9° approuve les conventions conclues au sein des Commissions visées aux articles 23 et 24, après avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire;

10° approuve, sur proposition de la Commission "Autonomie et grande Dépendance", les accords relatifs aux aides à la mobilité. Pour être définitivement approuvés, ces accords doivent également être approuvés par le Comité "Bien-être et Santé".

Les conventions visées à l'alinéa 1^{er}, 9°, sont notifiées au Gouvernement par le président. Le Gouvernement peut s'y opposer dans les quinze jours ouvrables à dater de la notification.

§ 2. Le Comité "Handicap" est valablement constitué si chacune des catégories qui le composent conformément à l'article 18, § 1^{er}, est représentée par la moitié de ses membres au moins.

Dans l'hypothèse où le Comité "Handicap" n'a pu être valablement constitué conformément à l'alinéa 1^{er}, le Comité est à nouveau convoqué endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Comité "Handicap" est réputé valablement constitué si au moins la moitié des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres ayant voix délibérative présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte. »

Art. 59. Dans la Section 3 insérée par l'article 53, il est inséré une Sous-Section 3, comprenant l'article 19, intitulée "Commissions subrégionales".

Art. 60. Dans la même Sous-Section 3, il est inséré un article 19 rédigé comme suit :

« Art. 19. Les Commissions subrégionales de coordination visées à l'article 17, alinéa 2, ont pour mission de :

1° rassembler les données existantes concernant les caractéristiques socio-économiques et la situation des personnes handicapées;

2° procéder, au niveau de leur ressort, à l'étude des besoins des personnes handicapées en termes de services;

3° promouvoir la concertation et la coordination des services sociaux et de santé s'adressant partiellement ou totalement aux personnes handicapées dans leur ressort;

4° proposer les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir une politique active dans leur ressort, notamment en dressant un plan de coordination et d'intervention des services en faveur des personnes handicapées.

Les commissions subrégionales de coordination transmettent les conclusions de leurs travaux au Comité "Handicap". »

Art. 61. Dans le Chapitre 2 inséré par l'article 37, il est inséré une Section 4, comprenant les articles 20 à 21/1, intitulée « Branche "Familles" ».

Art. 62. Dans la Section 4 insérée par l'article 61, il est inséré un article 20 rédigé comme suit :

« Art. 20. La branche "Familles" est gérée par un Comité du même nom.

Elle est dotée des services qui permettent au Comité "Familles" d'assumer les missions que lui attribue le présent Livre. »

Art. 63. Dans la même Section 4, il est inséré un article 21 rédigé comme suit :

« Art. 21. § 1^{er}. Le Comité "Familles" est composé de :

1° cinq représentants des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants, ont voix délibérative;

2° cinq représentants des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs, qui ont voix délibérative;

3° cinq représentants d'autres organisations intéressées à la gestion de la branche "Familles", désignées par le Gouvernement, qui ont voix délibérative;

4° cinq représentants des caisses d'allocations familiales, qui ont voix délibérative;

5° cinq représentants de l'Autorité, qui ont voix délibérative.

Pour chaque catégorie de membres effectifs visée à l'alinéa 1^{er}, des membres suppléants sont désignés, en même nombre que les membres effectifs. Un membre suppléant ne siège qu'en cas d'absence d'un membre effectif de sa catégorie.

L'administrateur général, l'administrateur général adjoint et l'inspecteur général responsable de la branche "Familles" ou leurs délégués assistent aux réunions du Comité "Familles" avec voix consultative.

§ 2. Les membres effectifs et les membres suppléants du Comité "Familles" sont nommés par le Gouvernement.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, et les suppléants visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, respectivement sur proposition, du Conseil économique et social de Wallonie et sur proposition des autres organisations intéressées à la gestion de la branche "Familles" désignées par le Gouvernement et sur propositions des caisses d'allocations familiales.

Les membres effectifs et les membres suppléants visés à l'alinéa 2 ne peuvent relever du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement. Ne sont pas considérées comme relevant du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement les personnes exerçant une fonction d'expert dans un cabinet ministériel à concurrence d'un maximum de 0,10 équivalent temps plein.

Le Gouvernement désigne le président du Comité "Familles" parmi les membres effectifs disposant d'une voix délibérative.

§ 3. Les mandats des membres visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. Ils peuvent être renouvelés. Ils prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile, lorsqu'il n'est plus satisfait à la condition visée au paragraphe 2, alinéa 2, ou lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres effectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, ou d'un de leurs suppléants prend fin pour l'un des motifs évoqués à l'alinéa 1^{er}, l'organisation concernée propose un remplaçant au Gouvernement dans le mois qui suit la cessation de fonction. Le membre est remplacé dans les trois mois qui suivent la cessation de fonction. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur. »

Art. 64. Dans la même Section 4, il est inséré un article 21/1 rédigé comme suit :

« Art. 21/1. § 1^{er}. Le Comité "Familles" :

1^o établit le budget des missions de la branche "Familles", au sens de l'article 28/2, et le communique au Conseil général;

2^o procède à une évaluation des moyens nécessaires à la gestion de la branche "Familles" et communique cette évaluation au Conseil général en vue de l'établissement du budget de gestion de l'Agence;

3^o surveille l'évolution des dépenses de la branche "Familles" et prend le cas échéant des mesures de correction budgétaire;

4^o communique au Conseil général les données relatives à l'évolution des dépenses de la branche "Familles" et les éventuelles mesures de correction budgétaire adoptées;

5^o communique au Conseil général les données comptables relatives à la branche "Familles" requises pour l'établissement de la comptabilité de l'Agence et des situations périodiques actives et passives de celle-ci;

6^o arrête les comptes de la branche "Familles" et les communique au Conseil général;

7^o communique au Conseil général les données relatives à la branche "Familles" nécessaires à l'établissement du rapport visé à l'article 4/1, § 6;

8^o approuve les conventions conclues au sein de la Commission "Prévention et Promotion de la Santé" visée à l'article 24, après avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire

Les compétences prévues à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o, sont exercées par le Comité "Familles" à partir de la date fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le Comité "Familles" prépare l'accueil de la compétence en matière d'allocations familiales et remet un avis au Gouvernement sur tous avant-projets de décret, propositions de décret ou projets d'arrêté à portée réglementaire tendant à modifier la législation ou la réglementation régionales relatives à la politique familiale ou aux prestations familiales.

Le Gouvernement détermine la procédure à suivre à cet effet.

Le Comité est tenu de communiquer son avis dans un délai de deux mois à compter du jour de la demande, sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai. Passé ce délai, la formalité est censée avoir été accomplie.

Les compétences prévues au présent paragraphe sont exercées par le Comité "Familles" jusqu'à la date fixée par le Gouvernement.

§ 3. Le Comité "Familles" est valablement constitué si chacune des catégories qui le composent conformément à l'article 21, § 1^{er}, est représentée par la moitié de ses membres au moins.

Dans l'hypothèse où le Comité "Familles" n'a pu être valablement constitué conformément à l'alinéa 1^{er}, le Comité est à nouveau convoqué endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Comité "Familles" est réputé valablement constitué si au moins la moitié des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres ayant voix délibérative présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

Art. 65. Dans le Chapitre 2 inséré par l'article 37, il est inséré une Section 5 comprenant les articles 22 à 25/3, intitulée « Dispositions communes aux Branches "Bien-être et Santé", "Handicap" et "Familles" ».

Art. 66. Dans la Section 5 insérée par l'article 65, il est inséré un article 22 rédigé comme suit :

« Art. 22. § 1^{er}. Il est interdit à tout membre d'un Comité de branche d'être présent lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération sur un objet pour lequel il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel.

§ 2. Chaque Comité établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci prévoit notamment :

1^o les règles concernant la convocation du Comité à la demande du Gouvernement, à la demande du président ou à la demande de deux membres;

2^o les règles relatives à la présidence du Comité en l'absence du président ou en cas d'empêchement de celui-ci;

3^o les règles relatives aux modalités de délibération sans préjudice des articles 11/1, § 2, 18/1, § 2, 21/1, § 3;

4^o la détermination des actes qui relèvent de la gestion journalière dans le champ des attributions du Comité, sans préjudice de l'article 26/1, alinéa 2;

5^o les règles relatives à la gestion des situations visées au paragraphe 1^{er}.

Le règlement d'ordre intérieur de chaque Comité est soumis à l'avis du Conseil général et approuvé par le Gouvernement. Après approbation, il est publié au *Moniteur belge*. »

Art. 67. Dans la même Section 5, il est inséré un article 22/1 rédigé comme suit :

« Art. 22/1. Le Conseil général soumet à l'avis motivé des Comités visés aux articles 11, 18 et 21, chacun pour ce qui concerne la branche dont il assure la gestion, un projet de cadre organique du personnel de l'Agence.

Le Conseil général fixe le délai dans lequel les avis des Comités visés aux articles 11, 18 et 21 doivent lui parvenir. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours. »

Art. 68. Dans la même Section 5, il est inséré un article 22/2 rédigé comme suit :

« Art. 22/2. Chaque Comité visé aux articles 11, 18 et 21 collabore, pour ce qui concerne la branche dont il assure la gestion, à la conclusion, l'approbation et l'évaluation du contrat de gestion visé au Titre V.

Il collabore en outre, pour ce qui concerne la branche dont il assure la gestion, à l'établissement du plan d'administration visé à l'article 29/3. »

Art. 69. Dans la même Section 5, il est inséré un article 22/3 rédigé comme suit :

« Art. 22/3. Sous réserve de l'article 4/1, § 3, alinéa 2, 2° à 4°, chaque Comité peut adresser au Conseil général un avis motivé sur toute question relative à l'administration de l'Agence qui intéresse la branche dont il assure la gestion.

En vue de l'application de l'alinéa 1^{er}, le président du Conseil général communique sans délai aux présidents des Comités visés aux articles 11, 18 et 21 toutes informations et tous documents qui se rapportent à l'administration de l'Agence et qui intéressent la branche dont ils assurent la gestion. Il leur communique également tous projets de décision ayant le même objet, au plus tard huit jours avant la réunion du Conseil général à l'ordre du jour de laquelle ces projets sont inscrits. »

Art. 70. Dans la même Section 5, il est inséré un article 23 rédigé comme suit :

« Art. 23. § 1^{er}. Il est institué une Commission "Autonomie et grande Dépendance", commune à la branche "Bien-être et Santé" et à la branche "Handicap".

§ 2. La Commission "Autonomie et grande Dépendance" est composée de :

1° trois représentants des organisations professionnelles du secteur de l'aide et des soins et des organisations représentatives des hôpitaux, établissements ou services d'aide et de soins ou de leurs gestionnaires désignés sur proposition des membres du Comité "Bien-être et Santé" visés à l'article 11, § 1^{er}, 1°;

2° trois représentants des fédérations d'institutions et de services qui s'adressent à des personnes handicapées désignés sur proposition des membres du Comité "Handicap" visés à l'article 18, § 1^{er}, 1°;

3° trois représentants des associations représentatives des personnes handicapées et de leur famille désignés sur proposition des membres du Comité "Handicap" visés à l'article 18, § 1^{er}, 2°;

4° trois représentants des associations représentatives des aînés;

5° trois représentants des organismes assureurs désignés sur proposition des membres du Comité "Bien-être et Santé" visés à l'article 11, § 1^{er}, 2^o.

§ 3. La Commission "Autonomie et grande Dépendance" est compétente pour :

1° conclure des conventions liées à l'assurance autonomie;

2° proposer au Comité "Bien-être et Santé" et au Comité "Handicap" des accords relatifs aux aides à la mobilité sur base des travaux de la commission technique visée au paragraphe 4;

3° faire des propositions en matière de couverture des besoins liés à la perte d'autonomie.

§ 4. En vue de conclure des accords relatifs aux aides à la mobilité, une commission technique dépendant de la Commission "Autonomie et grande Dépendance" est créée.

Cette commission technique est composée d'un nombre égal de membres effectifs et suppléants :

1° désignés sur proposition des représentants des associations représentatives des pharmaciens et bandagistes;

2° désignés sur proposition des organismes assureurs.

Le Comité "Bien-être et Santé" et le Comité "Handicap" fixent de commun accord le nombre de membres de cette commission technique. »

Art. 71. Dans la même Section 5, il est inséré un article 24 rédigé comme suit :

« Art. 24. § 1^{er}. Il est institué une Commission "Prévention et Promotion de la Santé", commune à la branche "Bien-être et Santé", à la branche "Handicap" et à la branche "Familles".

§ 2. La Commission "Prévention et Promotion de la Santé" est composée d'un nombre égal de membres effectifs et suppléants :

1° désignés sur proposition des organisations représentatives des prestataires dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé;

2° désignés sur proposition des organismes assureurs.

§ 3. La Commission "Prévention et Promotion de la Santé" est compétente pour :

1° conclure des conventions en matière de prévention et de promotion de la santé;

2° évaluer les moyens budgétaires réservés à la prévention et à la promotion de la santé. »

Art. 72. Dans la même Section 5, il est inséré un article 25 rédigé comme suit :

« Art. 25/1. L'article 16 est applicable aux Commissions visées aux articles 23 et 24. »

Art. 73. Dans la même Section 5, il est inséré un article 25/1 rédigé comme suit :

« Art. 25/1. § 1^{er} Les Commissions visées aux articles 23 et 24 peuvent siéger ensemble, ou siéger avec une ou plusieurs Commissions visées aux articles 12 à 16/1, lorsque des questions d'intérêt commun sont portées à l'ordre du jour.

Elles siègent ensemble, ou avec une ou plusieurs Commissions visées aux articles 12 à 16/1, pour les questions que le Gouvernement détermine.

§ 2. Dans l'hypothèse visée au paragraphe 1^{er}, le ou les Comités de branche visés aux articles 11, 18 et 21 concernés fixent la composition de la réunion conjointe de plusieurs commissions.

Une représentation équilibrée des différentes commissions visées aux articles 12 à 16/1, 23 et 24 concernées par la réunion conjointe ainsi que les différentes catégories de membres de ces commissions y est assurée.

§ 3. Dans l'hypothèse visée au paragraphe 1^{er}, la Commission ainsi constituée établit son règlement d'ordre intérieur.

Le règlement d'ordre intérieur de chaque Commission est soumis à l'avis du ou des Comités de branche visés aux articles 11, 18 et 21 dont elle relève et approuvé par le Gouvernement. Après approbation, il est publié au *Moniteur belge*. »

Art. 74. Dans la même Section 5, il est inséré un article 25/2 rédigé comme suit :

« Art. 25/2. Le Conseil général désigne les personnes chargées du secrétariat de chaque Comité et les personnes chargées du secrétariat de chaque Commission visée aux articles 12 à 16/1, parmi les membres du personnel des services de la ou des branches concernées, sur proposition conjointe du Comité concerné, de l'administrateur général et de l'inspecteur général responsable de la branche concernée.

Il désigne en outre les personnes chargées du secrétariat des Commissions visées aux articles 23 et 24 parmi les membres du personnel des branches concernées, sur proposition conjointe des Comités de ces mêmes branches, de l'administrateur général et des inspecteurs généraux de la branche concernée. »

Art. 75. Dans la même Section 5, il est inséré un article 25/3 rédigé comme suit :

« Art. 25/3. Les membres effectifs et les membres suppléants des Comités, des Commissions visées aux articles 12 à 16/1, des Commissions visées aux articles 23 à 24, et des Commissions subrégionales de coordination visées à l'article 17, alinéa 2, ont droit au remboursement des frais de parcours qu'ils ont exposés en raison de leur travail au sein de ces organes, suivant les modalités déterminées par le Gouvernement. Les indemnités auxquelles ils peuvent prétendre à ce titre sont à charge de l'Agence. »

Art. 76. Dans la même Section 5, il est inséré un article 25/4 rédigé comme suit :

« Art. 25/4. § 1^{er}. Les membres effectifs et les membres suppléants de chaque Commission visée aux articles 23 et 24 sont désignés pour une durée de cinq ans.

Un membre suppléant ne siège qu'en l'absence d'un membre effectif de sa catégorie.

Il est pourvu immédiatement au remplacement du membre qui a cessé de faire partie d'une Commission.

§ 2. Chaque Commission visée aux articles 23 et 24 est présidée par un membre du personnel des services d'une des branches dont elle relève désigné par le Conseil général sur proposition conjointe de l'administrateur général et des inspecteurs généraux responsables des branches concernées.

§ 3. Il est interdit à tout membre d'une Commission d'être présent lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération sur un objet pour lequel il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel.

§ 4. Une Commission visée aux articles 23 et 24 est valablement constituée lorsqu'elle réunit au moins quatre-cinquième des membres de chaque groupe.

Dans l'hypothèse où une Commission n'a pu être valablement constituée conformément à l'alinéa 1^{er}, la Commission est à nouveau convoquée endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la Commission est réputée valablement constituée si au moins la moitié des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

§ 5. Chaque Commission visée aux articles 23 et 24 établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation de la Commission à la demande du Gouvernement, à la demande du président ou à la demande de deux membres;

2° les règles relatives à la présidence de la Commission en l'absence du président ou en cas d'empêchement de celui-ci;

3° les règles relatives aux modalités de délibération sans préjudice du paragraphe 4;

4° les règles relatives à la gestion des situations visées au paragraphe 3 ;

5° les règles relatives au vote dans l'hypothèse où les membres ne sont pas présents en nombre égal dans chacune des catégories.

Le règlement d'ordre intérieur de chaque Commission est soumis à l'avis des Comités de branche dont elle relève et approuvé par le Gouvernement. Après approbation, il est publié au *Moniteur belge*. »

Art. 77. Dans le Titre II inséré par l'article 10, il est inséré un Chapitre 3, comprenant les articles 26 à 26/6, intitulé "Gestion journalière".

Art. 78. Dans le Chapitre 3 inséré par l'article 77, il est inséré un article 26 rédigé comme suit :

« Art. 26. § 1^{er}. La gestion journalière de l'Agence est assurée par un administrateur général, assisté d'un administrateur général adjoint et des inspecteurs généraux responsables de branches, chacun pour la branche qui le concerne.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat de rang A2 aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Pour l'application des dispositions du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne lors de l'attribution des mandats d'administrateur général et d'administrateur général adjoint de l'Agence, sont également considérés comme membres du pool de candidats les mandataires désignés à la date du premier appel à candidatures dans un organisme d'intérêt public fédéral de sécurité sociale ou une administration fédérale en lien avec les matières de l'Agence ainsi que les personnes ayant réussi, avant la date de l'appel à candidatures, un assessment SELOR qui leur aurait permis de se voir attribuer un poste de mandataire dans un organisme d'intérêt public fédéral de sécurité sociale ou dans une administration fédérale en lien avec les matières de l'Agence.

§ 2. Chaque branche de l'Agence est placée sous la direction d'un inspecteur général.

Les inspecteurs généraux assistent l'administrateur général et l'administrateur général adjoint dans la gestion journalière de l'Agence, chacun pour ce qui concerne la branche dont il relève. »

Art. 79. Dans le même Chapitre 3, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit :

« Art. 26/1. § 1^{er}. Dans le respect du contrat de gestion, l'administrateur général accomplit les actes de gestion journalière déterminés par le règlement d'ordre intérieur du Conseil général et par les règlements d'ordre intérieur des Comités visés aux articles 11, 18 et 21, sous l'autorité du Conseil général et des Comités chacun pour ce qui le concerne. Il accomplit également tout acte de gestion journalière déterminé par le Gouvernement.

Sans préjudice des délégations prévues à l'article 26/5, l'administrateur général, sous l'autorité du Conseil général et des Comités visés aux articles 11, 18 et 21 chacun pour ce qui le concerne :

1° exécute les décisions du Conseil général ainsi que celles des Comités visés aux articles 11, 18 et 21 et rend compte de cette exécution au Conseil général et aux Comités, chacun pour ce qui le concerne, à la fin de chaque trimestre au moins;

2° donne au Conseil général et aux Comités visés aux articles 11, 18 et 21 toutes informations et leur soumet toutes propositions utiles au fonctionnement de l'Agence ou de la branche concernée;

3° assure la gestion du personnel de l'Agence, sans préjudice des tâches attribuées à l'administrateur général adjoint;

4° signe toutes les pièces et correspondances qui résultent de l'exercice des pouvoirs de gestion journalière;

5° dans les limites de la gestion journalière, représente l'Agence dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit valablement au nom et pour compte de celle-ci, sans avoir à justifier d'une décision du Conseil général ou d'un Comité visé aux articles 11, 18 et 21.

Pour les actes judiciaires et extra-judiciaires qui ne relèvent pas de la gestion journalière, l'Agence est représentée par l'administrateur général et par le président du Conseil général qui, conjointement, agissent en son nom et pour son compte.

§ 2. Sans préjudice des missions confiées au Comité « Handicap » conformément à l'article 18/1, l'administrateur général ou son délégué adopte les décisions individuelles dans les compétences de l'Agence lorsqu'elles lui sont déléguées par le Gouvernement.

Ces décisions sont communiquées au Gouvernement qui dispose de 10 jours ouvrables pour les réformer.

Toutes les décisions prises en application du paragraphe 2 sont communiquées aux membres du Conseil général, des Comités de branche visés aux articles 11, 18 et 21 et des Commissions selon les modalités déterminées par le Gouvernement, sur proposition du Conseil général.

§ 3. Par l'intermédiaire de son administrateur général ou de son administrateur général adjoint et à la demande du Gouvernement, l'Agence prépare le travail du Gouvernement et assure le suivi administratif, budgétaire et comptable dans le cadre de ses missions. »

Art. 80. Dans le même Chapitre 3, il est inséré un article 26/2 rédigé comme suit :

« Art. 26/2. Le Conseil général peut déléguer à l'administrateur général ou à l'administrateur général adjoint des pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Agence qui ne relèvent pas de la gestion journalière, à l'exception de ceux visés à l'article 4/1, § 3, alinéa 2, 1° à 4°.

Il précise l'étendue des pouvoirs délégués et la période durant laquelle l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint sont habilités à les exercer.

L'administrateur général exerce les pouvoirs délégués sous l'autorité du Conseil général.

Art. 81. Dans le même Chapitre 3, il est inséré un article 26/3 rédigé comme suit :

« Art. 26/3. L'administrateur général adjoint assiste l'administrateur général dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Sur proposition du Conseil général, le Gouvernement arrête, dans le périmètre de la gestion journalière, sur proposition du Conseil général, les pouvoirs de l'administrateur général qui peuvent faire l'objet d'une délégation à l'administrateur général adjoint. »

Art. 82. Dans le même Chapitre 3, il est inséré un article 26/4 rédigé comme suit :

« Art. 26/4. Sous l'autorité de l'administrateur général, chaque inspecteur général responsable d'une branche décide de l'organisation interne de la branche qu'il dirige. »

Art. 83. Dans le même Chapitre 3, il est inséré un article 26/5 rédigé comme suit :

« Art. 26/5. L'administrateur général est habilité à déléguer à l'administrateur général adjoint, à un ou plusieurs inspecteurs généraux ou à un ou plusieurs membres du personnel de l'Agence une partie des pouvoirs qui lui sont attribués, dans les limites et conditions déterminées par le Conseil général.

Il peut notamment déléguer à l'administrateur général adjoint, à un inspecteur général ou à un membre du personnel de l'Agence son pouvoir de représenter ce dernier devant les juridictions judiciaires ou administratives.

L'administrateur général dispose du droit d'évoquer toute décision prise par délégation. »

Art. 84. Dans le même Chapitre 3, il est inséré un article 26/6 rédigé comme suit :

« Art. 26/6. En cas d'empêchement de l'administrateur général, les pouvoirs de celui-ci sont exercés par l'administrateur général adjoint. Si ce dernier est également empêché, ils sont exercés par un inspecteur général désigné par le Conseil général. »

Art. 85. Dans le Livre I^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Titre III, comprenant les articles 27 et 27/1, intitulé "Personnel".

Art. 86. Dans le Titre III inséré par l'article 85, il est inséré un article 27, rédigé comme suit :

« Art. 27. Le Gouvernement fixe le cadre organique du personnel de l'Agence, sur proposition du Conseil général.

Par dérogation à l'alinéa précédent, avant l'entrée en vigueur des articles 1 à 30/2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le Gouvernement peut fixer en partie le cadre organique du personnel de l'Agence. »

Art. 87. Dans le même Titre III, il est inséré un article 27/1, rédigé comme suit :

« Art. 27/1. Le personnel contractuel de l'Agence est soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'Agence peut engager du personnel sous contrat de travail aux fins d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques dont la liste est fixée par le Gouvernement. »

Art. 88. Dans le Livre I^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Titre IV, comprenant les articles 28 à 28/10, intitulé "Ressources, budget, comptabilité et comptes".

Art. 89. Dans le Titre IV inséré par l'article 88, il est inséré un article 28, rédigé comme suit :

« Art. 28. Les ressources de l'Agence sont constituées par :

1° des subventions dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget de la Région;

2° des subventions en provenance d'autorités, d'administrations et d'organismes publics;

3° le produit de donations et legs éventuels;

4° le produit du patrimoine;

5° les remboursements d'indus;

6° le produit d'amendes et intérêts éventuels;

7° le produit de prêts;

8° le produit de cotisations;

9° le produit de parts contributives de bénéficiaires.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont mises à la disposition de l'Agence en deux tranches, à payer à l'Agence au plus tard le vingtième jour de chaque semestre. »

Art. 90. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/1, rédigé comme suit :

« Art. 28/1. Le Conseil général répartit le produit globalisé des ressources visées à l'article 28, alinéa 1^{er}, entre les branches de l'Agence sur la base des besoins de chacune d'elles. Cette répartition est opérée après prélèvement du montant des frais de gestion de l'Agence prévu au budget de gestion de celui-ci.

Les crédits alloués aux missions paritaires de l'Agence sont limitatifs, excepté les crédits de liquidation lorsque le libellé précise qu'ils sont non limitatifs et à concurrence de maximum trois pour cent de l'ensemble des crédits non limitatifs approuvés pour chaque branche. Cette faculté ne peut être utilisée que moyennant l'accord du Gouvernement. L'accord du Gouvernement est requis pour opérer le dépassement par article de base. »

Art. 91. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/2, rédigé comme suit :

« Art. 28/2. § 1^{er}. Le budget de l'Agence est constitué :

1° d'un budget des missions, qui comprend les recettes et les dépenses relatives aux missions légales de l'Agence;

2° d'un budget de gestion, qui comprend les recettes et les dépenses relatives à la gestion de l'Agence.

Le budget des missions et le budget de gestion sont présentés par programmes et articles budgétaires. Le budget des missions est ventilé par branche.

§ 2. Dans le budget des missions, une distinction est opérée entre le budget dévolu aux missions paritaires et le budget dévolu aux missions qui ne sont pas paritaires.

Par missions paritaires, sont visées les missions pour lesquelles la liquidation des moyens budgétaires intervient par l'intermédiaire d'un organisme assureur ou d'une caisse d'allocations familiales en tant qu'organismes de paiement.

La partie consacrée au budget des missions qui ne sont pas paritaires est décidée, sur proposition du Conseil général, par le Gouvernement, intégrée au budget de l'Agence et n'est pas visée par l'article 28/1, § 1^{er}, sauf délégation arrêtée par le Gouvernement.

Le total du montant consacré aux missions non paritaires est fixé annuellement par le Parlement au travers de subventions spécifiques reprises dans le décret budgétaire régional.

Le Parlement décide annuellement, au moyen du décret budgétaire régional, la liste des opérations de subventionnement permises par le Gouvernement au travers du budget de l'Agence et non visées par une autre disposition décrétole ou réglementaire. »

Art. 92. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/3, rédigé comme suit :

« Art. 28/3. Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles le budget annuel de l'Agence est établi. »

Art. 93. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/4, rédigé comme suit :

« Art. 28/4. Le budget annuel de l'Agence est communiqué dans les deux jours de la réunion du Conseil général au cours de laquelle il a été arrêté, pour avis, aux commissaires du Gouvernement visés à l'article 30.

L'avis des commissaires du Gouvernement porte sur la conformité du budget annuel avec les dispositions légales et réglementaires, avec les objectifs budgétaires de la Région wallonne ainsi qu'avec les dispositions du contrat de gestion qui ont une portée budgétaire ou financière.

Lorsque l'avis n'a pas été rendu dans un délai de quinze jours à dater de la communication du budget annuel aux commissaires du Gouvernement, il est passé outre. Ce délai est prolongé de dix jours au plus sur demande motivée des commissaires du Gouvernement. »

Art. 94. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/5, rédigé comme suit :

« Art. 28/5. Le budget annuel est soumis à l'approbation du Gouvernement.

A cet effet, le budget annuel est accompagné, lorsque celui-ci a été donné, de l'avis des commissaires du Gouvernement visé à l'article 28/4, alinéa 2, ainsi que des avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire.

Chaque Comité établit une note stratégique servant à l'établissement des notes justificatives et explicatives par le Conseil général. »

Art. 95. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/6, rédigé comme suit :

« Art. 28/6. Par dérogation aux articles 28/3 à 28/5, le budget initial de l'Agence pour l'exercice 2016 est élaboré et approuvé par le Gouvernement. »

Art. 96. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/7, rédigé comme suit :

« Art. 28/7. L'Agence tient une comptabilité générale et une comptabilité budgétaire. »

Art. 97. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/8, rédigé comme suit :

« Art. 28/8. Les situations périodiques actives et passives de l'Agence sont adressées par le Conseil général au Gouvernement à l'issue de chaque trimestre. »

Art. 98. Dans le même Titre IV, il est inséré un article 28/9, rédigé comme suit :

« Art. 28/9. Le Conseil général communique le rapport annuel d'activités de l'Agence au Gouvernement, au plus tard le 31 mai de l'année qui suit l'année considérée. Le Gouvernement transmet ce rapport au Parlement sans délai.

Le Conseil général adresse au Gouvernement tout autre renseignement que celui lui demande. »

Art. 99. Dans le Livre I^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Titre V, comprenant les articles 29 à 29/4, intitulé "Contrat de gestion".

Art. 100. Dans le Titre V inséré par l'article 99, il est inséré un article 29, rédigé comme suit :

« Art. 29. Les règles et conditions spéciales selon lesquelles l'Agence exerce les missions qui lui sont confiées par le présent Livre sont arrêtées dans un contrat de gestion passé entre le Gouvernement et le Conseil général.

Les dispositions du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution sont applicables à l'Agence. »

Art. 101. Dans le même Titre V, il est inséré un article 29/1, rédigé comme suit :

« Art. 29/1. § 1^{er}. Les Comités visés aux articles 11, 18 et 21, chacun pour ce qui concerne la branche dont il assure la gestion, le Conseil de monitoring financier et budgétaire et le Conseil de stratégie et de prospective communiquent au Conseil général un avis motivé en vue de l'évaluation du fonctionnement et de l'état du service public dont est chargée l'Agence.

Le Conseil général fixe le délai dans lequel les avis des Comités visés aux articles 11, 18 et 21 et du Conseil de monitoring financier et budgétaire doivent lui parvenir. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à partir de la formulation de la demande.

§ 2. Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, l'Agence est représentée par des membres du Conseil général ayant voix délibérative désignés par ce Conseil, ainsi que par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint et les inspecteurs généraux responsables de branches. La majorité des membres du Conseil général désignés pour représenter l'Agence doivent appartenir aux catégories de membres visées à l'article 4, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

De manière périodique, les représentants de l'Agence sollicitent l'avis motivé des Comités visés aux articles 11, 18 et 21 sur les négociations en cours, chacun pour ce qui concerne la branche dont il assure la gestion. Ils fixent le délai dans lequel les avis des Comités doivent leur parvenir. Ce délai ne peut être inférieur à huit jours à partir de la formulation de la demande.

Sans préjudice de l'application préalable des règles relatives à la concertation sociale, le personnel de l'Agence est informé de l'évolution des négociations selon une procédure définie par le Conseil général et approuvée par le Gouvernement.

§ 3. Avant de se prononcer sur l'approbation du contrat de gestion, le Conseil général soumet le contrat de gestion à l'avis motivé des Comités visés aux articles 11, 18 et 21, chacun pour ce qui concerne la branche dont il assure la gestion. Il fixe le délai dans lequel l'avis des Comités doit lui parvenir. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à partir de la formulation de la demande.

§ 4. Le contrat de gestion est ensuite approuvé par le Gouvernement.

§ 5. Le premier contrat de gestion de l'Agence est approuvé dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent Livre. »

Art. 102. Dans le même Titre V, il est inséré un article 29/2, rédigé comme suit :

« Art. 29/2. L'avis motivé des Comités visés aux articles 11, 18 et 21, chacun pour ce qui concerne la branche dont il assure la gestion, et du Conseil de monitoring financier et budgétaire est communiqué au Conseil général en vue de l'établissement du rapport annuel sur la mise en œuvre du contrat de gestion. Le Conseil général fixe le délai dans lequel les avis des Comités visés aux articles 11, 18 et 21 et du Conseil de monitoring financier et budgétaire doivent lui parvenir. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à partir de la formulation de la demande. »

Art. 103. Dans le même Titre V, il est inséré un article 29/3, rédigé comme suit :

« Art. 29/3. Après la conclusion du contrat de gestion, le Conseil général établit un plan d'administration. Ce plan indique la façon dont le contrat de gestion sera exécuté.

Le Conseil général soumet le projet de plan d'administration à l'avis motivé des Comités, chacun pour ce qui concerne la branche dont il assure la gestion. Il fixe le délai dans lequel l'avis des Comités visés aux articles 11, 18 et 21 doit lui parvenir. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à partir de la formulation de la demande.

Sans préjudice de l'application préalable des règles relatives à la concertation sociale, le personnel de l'Agence est informé du contenu du plan d'administration selon une procédure définie par le Conseil général et approuvée par le Gouvernement. »

Art. 104. Dans le même Titre V, il est inséré un article 29/4, rédigé comme suit :

« Art. 29/4. Les indicateurs qualitatifs et quantitatifs permettant de mesurer le degré de réalisation des objectifs repris dans le contrat de gestion sont calculés de manière périodique. Ils sont repris dans des tableaux de bord. »

Art. 105. Dans le Livre I^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un Titre VI, comprenant les articles 30 à 30/2, intitulé "Contrôle".

Art. 106. Dans le Titre VI inséré par l'article 105, il est inséré un article 30, rédigé comme suit :

« Art. 30. Le Gouvernement désigne deux commissaires du Gouvernement, conformément au décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Lorsqu'ils exercent le recours visé à l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les commissaires du Gouvernement en informent le Conseil général.

Par dérogation à l'article 8bis du même décret, ils assistent aux réunions du Conseil général, aux réunions du Conseil de monitoring financier et budgétaire ainsi qu'aux réunions des Comités visés aux articles 11, 18 et 21. »

Art. 107. Dans le même Titre VI, il est inséré un article 30/1, rédigé comme suit :

« Art. 30/1. Lorsque le Conseil général ou un Comité a omis de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prescrit par la loi, le décret ou les règlements, le Gouvernement peut le mettre en demeure de prendre la mesure ou d'exécuter l'acte requis dans le délai qu'il fixe. Ce dernier ne peut être inférieur à huit jours.

Lorsqu'à l'expiration du délai, le Conseil général ou le Comité concerné n'a pas pris les mesures requises, le Gouvernement peut se substituer à lui. »

Art. 108. Dans le même Titre VI, il est inséré un article 30/2, rédigé comme suit :

« Art. 30/2. Le Conseil général désigne un réviseur, conformément à l'article 20bis du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Le réviseur adresse au Gouvernement, au Conseil général et au Conseil de monitoring financier et budgétaire un rapport sur la situation active et passive de l'Agence ainsi que sur les résultats de l'exploitation de celle-ci au moins une fois par an, à l'occasion de la confection du bilan et du compte de pertes et profits ou du compte annuel.

Il signale au Gouvernement, au Conseil général et au Conseil de monitoring financier et budgétaire, sans délai, toute négligence, toute irrégularité ou toute situation susceptible de compromettre la solvabilité de l'Agence et ses liquidités.

Les dépenses qui découlent des missions confiées au réviseur sont à charge de l'Agence.

Le réviseur peut prendre connaissance, sans déplacement, des livres et des documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures. »

Art. 109. Dans le même Code, Première partie, le Livre I^{er}, Titre IV, le chapitre 4, comprenant les articles 31 à 41, devient le Livre II.

Art. 110. Dans le même Code, Première partie, Livre II, établi par l'article 105 :

1^o la Section 1^{re}, comprenant les articles 31 et 32, devient le Titre I^{er} ;

2^o la Section 2, comprenant les articles 33 à 35, devient le Titre II;

3^o la Section 3, comprenant les articles 36 à 40, devient le Titre III.

Art. 111. Dans le même Code, Première partie :

1^o le Livre I^{er}, Titre V, comprenant l'article 41, devient le Titre IV;

2^o le Livre I^{er}, Titre VI, comprenant l'article 42, est abrogé;

3^o le Livre I^{er}, Titre VII, comprenant l'article 43, devient le Livre III.

Art. 112. Dans le même Code, première Partie, Livre I^{er}, Titre IV tel que modifié par l'article 111, l'article 41 est modifié comme suit :

les mots "du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé, des Commissions permanentes et" sont supprimés.

Art. 113. Dans le même Code, Première partie, Livre IV, tel que modifié par l'article 111, l'article 43, § 5, est modifié comme suit :

les mots "au Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé" sont remplacés par les mots ", pour les compétences qui le concernent, au Conseil de stratégie et de prospective visé aux articles 5 et suivants".

Art. 114. Dans le même Code, Première partie, le Livre II, comprenant les articles 44 à 47/3, devient le Livre IV.

Art. 115. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre IV, Titre I^{er}, l'intitulé "Chapitre II. L'agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" est remplacé par : "Chapitre II. Des bénéficiaires, agréments et subventions dans le cadre de la politique d'intégration des personnes handicapées".

Art. 116. Dans le même Code, Deuxième partie, Chapitre II, tel que modifié à l'article 115, la Section 1^{re} comportant les articles 271 à 272 est abrogée.

Art. 117. Dans le même Code, Deuxième partie, Chapitre II, la Section 2 comportant les articles 273 et 274 est abrogée.

Art. 118. Dans le même Code, Deuxième partie, Chapitre II, l'intitulé de la Section 3 est remplacé par : "Section 1^{re}. Bénéficiaires".

Art. 119. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, l'article 275 est modifié comme suit :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3 : les mots "de l'AWIPH" sont supprimés;

2° au paragraphe 4, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

Art. 120. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 276, alinéa 1^{er}, les mots "de l'AWIPH" sont supprimés.

Art. 121. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 277, les mots "de l'AWIPH" sont supprimés.

Art. 122. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 278, les mots "de l'AWIPH" sont supprimés.

Art. 123. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 279, alinéas 1^{er}, 3 et 7, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "l'Agence".

Art. 124. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, l'article 280 est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement";

2° à l'alinéa 2, les mots "l'AWIPH" sont remplacés, la première fois qu'ils sont cités, par les mots "l'Agence";

3° à l'alinéa 2, les mots "l'AWIPH" sont remplacés, la deuxième fois qu'ils sont cités, par les mots "le Gouvernement";

4° à l'alinéa 3, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement";

5° à l'alinéa 5, les mots "sur proposition du comité de gestion de l'AWIPH" sont remplacés par les mots « sur proposition du comité de branche "Handicap" »;

6° à l'alinéa 6, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

Art. 125. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 281, alinéa 1^{er}, les mots "par l'AWIPH" sont supprimés.

Art. 126. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, l'intitulé de la section 4 est remplacé par : « Section 2. Agrément, subventionnement et conventions ».

Art. 127. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 282, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1^{er} et 2, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement";

2° à l'alinéa 3, le mot "elle" est remplacé par le mot "il";

3° aux alinéas 3 et 4, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

Art. 128. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, l'article 283 est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 2, les mots "AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement";

2° à l'alinéa 5, les mots "par l'AWIPH" sont supprimés;

3° à l'alinéa 7, les mots "comité de gestion de l'AWIPH" sont remplacés par les mots « Comité de branche "Handicap" ».

Art. 129. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, l'article 284 est remplacé par :

« Art. 284. Le Gouvernement peut accorder, après avis du Comité de branche "handicap", des subventions en vue de promouvoir des initiatives spécifiques visant à assurer l'intégration des personnes handicapées. »

Art. 130. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 285, les mots "comité de gestion de l'AWIPH" sont remplacés par les mots « comité de la branche "Handicap" ».

Art. 131. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 286, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "l'Agence".

Art. 132. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 287, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "l'Agence".

Art. 133. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 288, les mots "délivrée par l'AWIPH" sont supprimés.

Art. 134. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, à l'article 289, les mots "de l'avis de l'AWIPH" sont supprimés.

Art. 135. Dans le Titre I^{er}, Chapitre II, les sections 5, 6 et 7, comprenant les articles 290 à 314 sont abrogées.

Art. 136. Dans le Titre I^{er}, l'intitulé "Section 8 : Surveillance" est remplacé par "Chapitre III : Surveillance".

Art. 137. Dans le Titre I^{er}, Chapitre III, tel que modifié à l'article 136, à l'article 315, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "de l'AWIPH" sont remplacés par les mots "de l'Agence";

2° à l'alinéa 2, 2°, les mots "à l'AWIPH" sont remplacés par les mots "à l'Agence".

Art. 138. Dans le Titre I^{er}, même Chapitre III, à l'article 316, les mots "Le comité de gestion" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

Art. 139. Dans le Titre I^{er}, même Chapitre III, à l'article 317, les mots "du comité de gestion" sont remplacés par les mots "du Gouvernement".

Art. 140. Dans le Titre I^{er}, Chapitre III, l'article 320 est abrogé.

Art. 141. Dans le Titre I^{er}, l'intitulé "Chapitre III : Associations de personnes handicapées" est remplacé par "Chapitre IV : Associations de Personnes handicapées".

Art. 142. Dans le Titre I^{er}, Chapitre IV, tel que modifié à l'article 141, à l'article 321, alinéa 2, dernier tiret, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement au titre de la politique d'intégration des personnes handicapées".

Art. 143. Dans le Titre II, Chapitre I^{er}, à l'article 324, les mots "de l'AWIPH" sont remplacés par les mots "du Gouvernement".

Art. 144. Dans le Titre II, Chapitre II, à l'article 325, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

Art. 145. Dans le Titre II, Chapitre II, à l'article 332, les mots "l'AWIPH" sont remplacés par les mots "l'Agence".

Art. 146. Dans le Titre II, Chapitre II, Section 3, Sous-Section 1^{re}, à l'article 619, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, la fin de phrase est supprimée à partir de "et transmet les demandes";

2° à l'alinéa 3, les mots "de l'avis" sont remplacés par les mots "de la demande";

3° l'alinéa 4 est supprimé.

Art. 147. Dans le Titre II, Chapitre III, Section 5, Sous-Section 1^{re}, à l'article 675, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, la fin de phrase est supprimée à partir de "et transmet les demandes";

2° à l'alinéa 3, les mots "de l'avis" sont remplacés par les mots "de la demande";

3° l'alinéa 4 est supprimé.

CHAPITRE III. — Modification du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

Art. 148. Dans l'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, modifié en dernier lieu par le décret du 27 mars 2014, le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles; ».

CHAPITRE IV. — Modification du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution

Art. 149. Dans l'article 2, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, modifié par les décrets des 10 décembre 2009, 19 décembre 2012, 11 décembre 2013 et 11 décembre 2014, les mots "l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" sont remplacés par les mots "l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles".

CHAPITRE V. — Modification du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Art. 150. Dans l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, modifié par le décret du 7 novembre 2007, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles; ».

CHAPITRE VI. — Modification du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Art. 151. Dans l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, modifié par le décret du 30 avril 2009, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ».

CHAPITRE VII. — Modification du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Art. 152. Dans l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles; ».

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 153. Par dérogation aux articles 4, § 4, 5, § 4, 6, § 2, 11, § 3, 18, § 3 et 21, § 3, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé tel qu'inséré par le présent décret et à l'article 5, alinéa 2, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, le mandat des premiers membres effectifs et des premiers membres suppléants au sein du Conseil général, du Comité "Bien-être et Santé", du Comité "Handicap" et du Comité "Familles" de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale et des familles prend cours le 1^{er} janvier 2016.

Par dérogation à l'article 5/1, § 2, du même Code, le mandat des premiers membres effectifs et des premiers membres suppléants au sein du Collège central de stratégie et de prospective prend cours dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 154. Dans l'attente de la mise en place effective du Conseil de stratégie et de prospective visé à l'article 17, il est procédé conformément aux articles 1^{er} à 30 applicables avant l'entrée en vigueur du décret.

En ce qui concerne les compétences de l'action sociale et de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, il est procédé, jusqu'à la date fixée par le Gouvernement, conformément aux articles 1^{er} à 30 applicables avant l'entrée en vigueur du décret.

Art. 155. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 décembre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 327 (2015-2016), n^{os} 1 à 9.

Compte rendu intégral, séance plénière du 2 décembre 2015.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205756]

3 DECEMBER 2015. — Decreet betreffende het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen) (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 2. In het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Eerste deel, Boek I, worden Titel I, Titel II, Titel III, de Hoofdstukken I, II en III van Titel IV, de Afdelingen 1 tot 7 van Hoofdstuk III van Titel IV, de Onderafdelingen 1 en 2 van Afdeling 2 van Hoofdstuk III van Titel IV, de Onderafdelingen 1 en 2 van Afdeling 3 van Hoofdstuk III van Titel IV, de Onderafdelingen 1 en 2 van Afdeling 4 van Hoofdstuk III van Titel IV, de Onderafdelingen 1 en 2 van Afdeling 5 van Hoofdstuk III van Titel IV, de Onderafdelingen 1 en 2 van Afdeling 6 van Hoofdstuk III van Titel IV, de Onderafdelingen 1 en 2 van Afdeling 7 van Hoofdstuk III van Titel IV, waarin de artikelen 1 tot 30 opgenomen zijn, opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek, Eerste deel, wordt het opschrift van Boek I vervangen als volgt :

Het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen).

Art. 4. Boek I, zoals gewijzigd bij artikel 3, wordt aangevuld met een Titel "Algemene bepalingen", waarin de artikelen 1 tot 2/3 opgenomen zijn.

Art. 5. In Titel I, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1. In de zin van dit Boek wordt verstaan onder :

1^o Administratie : de diensten van de Waalse Regering bevoegd in de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 2^o en 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2^o openbare instelling : de instellingen van openbaar nut bevoegd in de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 1^o, 4^o en 5^o, en IV van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° verzekeringsinstelling : een landsbond van ziekenfondsen zoals omschreven in artikel 6 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering en de Kas der geneeskundige verzorging van HR Rail;

4° kinderbijslagfonds : een kinderbijslagfonds erkend krachtens artikel 19 van de Algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939;

5° overeenkomst : een akkoord tot bepaling van de financiële en administratieve verbanden tussen inrichtingen, diensten, instellingen of dienstverleners en de begunstigden van de verplichte gezondheidszorgverzekering alsook de verbanden tussen die inrichtingen, diensten, instellingen of dienstverleners, het Agentschap en de verzekeringsinstellingen;

6° revalidatieovereenkomst : een akkoord gesloten met een inrichting voor functionele reëducatie of beroepsaangepassing of met een gecoördineerd multidisciplinair zorgcentrum;

7° werkdagen : kalenderdagen, met uitzondering van zondagen en wettelijke feestdagen. Dit Boek regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet. »

Art. 6. In dezelfde Titel I wordt een artikel 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2. § 1. Er wordt een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, met name het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", hierna "het Agentschap".

§ 2. Het Agentschap erft, wat het Waalse Gewest betreft, de rechten, plichten, goederen en lasten van :

1° het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

2° de diensten van de Waalse Regering wat betreft het gezondheidsbeleid, het gezinsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en het bejaardenbeleid, binnen de perken vastgelegd bij artikel 5, § 1, I, en II, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en bij artikel 3, 6° en 7°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

2° de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wat betreft het gezondheidsbeleid, binnen de perken vastgelegd bij artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en bij artikel 3, 6°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

2° het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering bedoeld in de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft het gezondheidsbeleid, het beleid inzake bijstand aan personen binnen de perken vastgelegd bij artikel 5, § 1, I, en II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en bij artikel 3, 6° en 7°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

2° de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, wat het gezondheidsbeleid betreft, binnen de perken vastgelegd bij artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en bij artikel 3, 6°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

6° de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, wat betreft de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 4°, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

6° het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag, wat betreft de gezinsbijslagen bedoeld in artikel 5, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 3. De personeelsleden van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" worden ambtshalve naar het Agentschap overgeplaatst, met inachtneming van de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

De personeelsleden van het Operationeel directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst worden op vrijwillige basis naar het Agentschap overgeplaatst, met inachtneming van de modaliteiten die door de Regering bepaald worden. Als er niet genoeg kandidaturen zijn, kan de oproep uitgebreid worden tot de personeelsleden van de Waalse overheidsdienst en de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest.

De personeelsleden die naar het Gewest en de diensten van de Waalse Regering overgeplaatst worden in het kader van bevoegdheden beheerd door de diensten en instellingen bedoeld in paragraaf 2, 3° tot 7°, worden in het Agentschap opgenomen."

Art. 7. In dezelfde Titel I wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/1. De zetel van het Agentschap is in Charleroi gevestigd.

De Regering bepaalt het aantal regionale kantoren van het Agentschap, hun bevoegdheden, hun lokalisering en het grondgebied dat ze bedienen. »

Art. 8. In dezelfde Titel I wordt een artikel 2/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/2. Het Agentschap oefent de opdrachten die hem krachtens dit Boek worden toegewezen uit overeenkomstig de regels en onder de bijzondere voorwaarden vastgelegd bij de beheersovereenkomst bedoeld in Titel V, in de volgende aangelegenheden :

1° het gezondheidsbeleid, binnen de perken vastgelegd bij artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en bij artikel 3, 6°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

2° het gezinsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, binnen de perken vastgelegd bij artikel 3, 7°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

3° het beleid inzake minder-validen, binnen de perken vastgelegd bij artikel 5, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en bij artikel 3, 7°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

4° het bejaardenbeleid, binnen de perken vastgelegd bij artikel 5, § 1, II, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en bij artikel 3, 7°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

5° de gezinsbijslagen bedoeld in artikel 5, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en in artikel 3, 8°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt. »

Art. 9. In dezelfde Titel I wordt een artikel 2/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/3. De overheidsbesturen en de instellingen van openbaar nut die onder de autoriteit van het Gewest ressorteren, de verzekeringsinstellingen, de kinderbijslagfondsen alsook elke door het Gewest erkende of gesubsidieerde dienst zijn ertoe verplicht gratis alle informatie aan het Agentschap te verstrekken dat het nodig heeft om zijn opdrachten te vervullen. »

Art. 10. Boek I, gewijzigd bij artikel 3, wordt aangevuld met een Titel II "Structuur en bestuur", waarin de artikelen 3 tot 25/4 opgenomen zijn.

Art. 11. Titel II, ingevoegd bij artikel 10, wordt aangevuld met een hoofdstuk I "Koepelorganen", waarin de artikelen 3 tot 8/3 opgenomen zijn.

Art. 12. Hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 11, wordt aangevuld met een Afdeling 1, waarin artikel 3 opgenomen is, luidend als volgt : « Organen van het Agentschap ».

Art. 13. Hetzelfde Hoofdstuk 1, Afdeling 1, ingevoegd bij artikel 12, wordt aangevuld met een artikel 3, luidend als volgt :

« Art. 3. Binnen het Agentschap worden de volgende Raden opgericht :

- 1° een Algemene raad;
- 2° een Raad inzake strategie en prospectief onderzoek;
- 3° een Raad inzake financiële en budgettaire monitoring.

Het Agentschap wordt bovendien voorzien van een interne-auditstelsel".

Art. 14. Hetzelfde Hoofdstuk 1 wordt aangevuld met een Afdeling 2 "Algemene raad", waarin de artikelen 4 en 4/1 opgenomen zijn.

Art. 15. Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 14, wordt aangevuld met een artikel 4, luidend als volgt :

« Art. 4. § 1. De Algemene raad is samengesteld uit :

1° vijf vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en van de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers, die stemgerechtigd zijn;

2° vijf vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de bezoldigde werknemers, die stemgerechtigd zijn;

3° vijf vertegenwoordigers van de Autoriteit, die stemgerechtigd zijn;

4° drie vertegenwoordigers van de verzekeringsinstellingen, die stemgerechtigd zijn vanaf een door de Regering te bepalen datum, uiterlijk 1 januari 2017.

Voor die datum wonen de verzekeringsinstellingen de vergaderingen van de Algemene raad met raadgevende stem bij.

Voor elke categorie van gewone leden bedoeld in het eerste lid worden evenveel plaatsvervangende leden aangewezen. Een plaatsvervangend lid mag slechts zitting hebben indien het gewoon lid van zijn categorie afwezig is.

De voorzitters van de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21, de algemeen bestuurder, de adjunct-algemeen bestuurder en de inspecteurs-generaal of hun afgevaardigden wonen de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bij.

§ 2. De gewone en de plaatsvervangende leden van de Algemene raad worden door de Regering benoemd.

De Regering benoemt de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2° en 4°, en de plaatsvervangende leden bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, respectievelijk op de voordracht van de « Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië) en op de voordracht van de verzekeringsinstellingen.

De gewone en plaatsvervangende leden bedoeld in het tweede lid mogen niet ressorteren onder het hiërarchisch gezag van een lid van de Regering. De personen die een functie van deskundige in een ministerieel kabinet uitoefenen ten belope van maximum 0,10 voltijdsequivalent worden niet beschouwd als ressorterend onder het hiërarchisch gezag van een lid van de Regering.

De Regering wijst de voorzitter van de Algemene raad aan onder de gewone leden die stemgerechtigd zijn.

§ 3. Onder vertegenwoordigers van de Autoriteit bedoeld in paragraaf 1, 3°, wordt verstaan de overheidsbestuurders aangewezen krachtens het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

§ 4. De mandaten van de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2° en 4°, en van hun plaatsvervangers beginnen te lopen binnen zes maanden na de datum van de eedaflegging van de leden van de Regering als gevolg van de hernieuwing van het Waals parlement.

Ze kunnen hernieuwd worden. Ze eindigen in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid, wanneer de in paragraaf 2, derde lid, bedoeld voorwaarde niet meer vervuld is of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarin het is aangewezen.

Als het mandaat van één van de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2° of 4°, of van één van hun plaatsvervangers eindigt om één van de redenen bedoeld in het eerste lid, draagt de betrokken organisatie een plaatsvervanger aan de Regering voor binnen een maand na de stopzetting van de functie. Het lid wordt vervangen binnen drie maanden na de stopzetting van de functie. Het nieuwe lid voldeindigt het mandaat van zijn voorganger. »

Art. 16. Dezelfde Afdeling 2 wordt aangevuld met een artikel 4/1, luidend als volgt :

« Art. 4/1. § 1. Onverminderde de bij artikel 26/2 bepaalde delegaties, neemt de Algemene raad het beheer van het geheel van de hulpmiddelen van het Agentschap waar en waarborgt het daarbij de doeltreffendheid en de doorzichtigheid van dat beheer.

Daartoe gaat de Algemene raad te werk als volgt :

1° hij verdeelt de hulpmiddelen bedoeld in artikel 28, eerste lid, onder de afdelingen van het Agentschap, overeenkomstig artikel 28;

2° hij voert een beheer inzake gemeenschappelijke schatkist en zorgt voor het beheer van het beschikbare vermogen dat aan het Agentschap toebehoort;

3° hij volgt de evolutie van het geheel van de uitgaven op basis van de gegevens verstrekt door de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21;

4° met het oog op het opmaken van de begroting van het Gewest en van de begrotingscontroles legt hij aan de Regering een rapport over m.b.t. de evolutie van de uitgaven van de afdelingen van het Agentschap in een meerjarig perspectief en m.b.t. de hulpmiddelen waarover het Agentschap zou moeten beschikken om het financiële evenwicht van elke afdeling te garanderen rekening houdend met de evolutie ervan.

§ 2. De Algemene raad maakt de begroting van het Agentschap op.

Daartoe gaat de Algemene raad te werk als volgt :

1° hij consolideert de begrotingen van de opdrachten die hem meegedeeld worden door de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21;

2° hij maakt de beheersbegroting van het Agentschap op.

Daarnaast vervult de Algemene raad de volgende taken :

1° hij voert de boekhouding van het Agentschap;

2° hij legt actieve en passieve periodieke situaties van het Agentschap vast;

3° hij legt de rekeningen van het Agentschap vast, alsook de situaties voorgeschreven door het genormaliseerde boekhoudplan.

Daartoe gaat de Algemene raad te werk als volgt :

1° hij organiseert de boekhoudkundige gegevens die hem verstrekt worden door de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 en hergroepeert in één document de rekeningen die ze hem meedelen;

2° hij bepaalt de boekhoudige gegevens en de rekeningen betreffende het beheer van het Agentschap.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van Hoofdstuk 3 en die van Titel VI, beschikt de Algemene raad over alle bevoegdheden die nodig zijn voor de administratie van het Agentschap.

Hij is ondermeer bevoegd :

1° voor de goedkeuring van de huishoudelijke reglementen van het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek, van de Raad inzake budgettaire financiële monitoring, van elk Comité en van het huishoudelijk reglement dat gemeen is aan de groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, eerste lid;

2° om het organieke kader van het personeel van het Agentschap en de desbetreffende wijzigingen aan de Regering over te leggen, na inwinning van het advies van de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21;

3° om de in Titel V bedoelde beheersovereenkomst te sluiten, goed te keuren en te evalueren volgens de modaliteiten waarin de artikelen 29/1 en 29/2 voorzien;

4° om het in artikel 29/3 bedoelde bestuursplan op te maken volgens de modaliteiten waarin hetzelfde artikel voorziet.

De Algemene raad beslist over de aankoop, het gebruik of de overdracht van de materiële of immateriële goederen van het Agentschap, over het stellen of afschaffen van zakelijke rechten op die goederen. Hij zorgt voor de uitvoering van die beslissingen.

In afwijking van het derde lid bepaalt de beheersovereenkomst het bedrag waarboven elke beslissing tot aankoop, bouw of vervreemding van een onroerend goed of een onroerend recht aan de voorafgaande toestemming van de Regering onderworpen wordt, binnen de termijn waarin de beheersovereenkomst voorziet.

§ 4. De Algemene raad zorgt voor de samenhang en de coördinatie van het beheer van de afdelingen van het Agentschap. Hij arbitreert de bevoegdheidsgeschillen en de belangenconflicten tussen de afdelingen van het Agentschap. In dat kader kan hij de plaats van de organen van het Agentschap innemen volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 5. In samenspraak met de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 gaat de Algemene raad te werk als volgt :

1° hij bepaalt de algemene beleidslijnen van het Agentschap, op korte, middellange en lange termijn;

2° hij ontwikkelt en brengt transversale beleidslijnen tot stand, onverminderd de bevoegdheden van de Commissies bedoeld in de artikelen 23 en 24.

Daartoe kan de Algemene raad de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek om advies verzoeken overeenkomstig artikel 5/4, § 2, 3°.

§ 6. De Algemene raad maakt een jaarverslag van de activiteiten van het Agentschap op.

§ 7. Voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in paragraaf 1, paragraaf 2, tweede lid, 2°, en paragraaf 3, tweede lid, 1° tot 4°, is de Algemene raad op geldige wijze samengesteld als minstens drie vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en van de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers, drie vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de bezoldigde werknemers, drie vertegenwoordigers van de Autoriteit alsook twee vertegenwoordigers van de verzekeringsinstellingen aanwezig zijn.

Als de Algemene raad niet op geldige wijze kan worden samengesteld overeenkomstig het eerste lid, wordt hij opnieuw bijeengeroepen binnen zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het eerste lid wordt de Algemene raad geacht op geldige wijze te zijn samengesteld als minstens de helft van de leden aanwezig is.

Wat het geheel van de opdrachten van de Algemene raad betreft, worden de beslissingen genomen bij absolute meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige stemgerechtigde leden. Onthoudingen worden niet in aanmerking genomen. »

Art. 17. Hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 11, wordt aangevuld met een Afdeling 3 "Raad inzake strategie en prospectief onderzoek", waarin de artikelen 5 tot 5/5 opgenomen zijn, luidend als volgt :

Art. 18. Afdeling 3, ingevoegd bij artikel 17, wordt aangevuld met een artikel 5, luidend als volgt :

« Art. 5. De Raad inzake strategie en prospectief onderzoek is samengesteld uit een Centraal college inzake strategie en prospectiefonderzoek en uit groepen van deskundigen.

Hij steunt op een secretariaat en op een centrum voor de waarneming van de beleidslijnen bedoeld in artikel 2/2.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de werking van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek. »

Art. 19. Dezelfde Afdeling 3 wordt aangevuld met een artikel 5/1, luidend als volgt :

« Art. 5/1. § 1. Het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek is samengesteld uit :

1° twee leden van elk Comité bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21, aangewezen door hem;

2° vier vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en van de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers, aangewezen op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië);

3° vier vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werknemers, aangewezen op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie";

4° twaalf leden erkend voor hun bijzondere expertise in de aangelegenheden beheerd door het Agentschap, aangewezen door de Regering;

5° een personeelslid van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waalts instituut voor evaluatie, prospectief onderzoek en statistiek).

Voor elk gewoon lid bedoeld in het eerste lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Het heeft slechts zitting als het gewone lid dat het vervangt afwezig is.

De voorzitter wordt door de Regering aangewezen onder de stemgerechtigde gewone leden.

§ 4. De mandaten van de leden bedoeld in paragraaf 1 beginnen te lopen binnen zes maanden na de datum van de eedaflegging van de leden van de Regering als gevolg van de hernieuwing van het Waals parlement. Ze kunnen hernieuwd worden. Ze eindigen in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarin het is aangewezen.

Als het mandaat van één van de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, 3°, 4° en 5°, of van één van hun plaatsvervaarders eindigt om één van de redenen bedoeld in het eerste lid, voleindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger. »

Art. 20. Dezelfde Afdeling 3 wordt aangevuld met een artikel 5/2, luidend als volgt :

« Art. 5/2. De groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, eerste lid, zijn uit tien à twintig leden samengesteld naar gelang van de betrokken thematieken.

Die leden worden door het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek aangewezen op een lijst van deskundigen.

De lijst van deskundigen bedoeld in het tweede lid wordt minstens om de zes jaar door de Regering vastgelegd na openbare kandidaturenoproep en op de voordracht van het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek. Als bepaalde aangelegenheden die door het Agentschap beheerd worden of bepaalde types van deskundigen onvoldoende vertegenwoordigd zijn, kan de lijst van deskundigen gedeeltelijk hernieuwd worden.

Ze telt ondermeer vertegenwoordigers van de wetenschappelijke wereld, de verzekeringsinstellingen, de kinderbijslagfondsen, de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en van de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers, de representatieve organisaties van het geheel van de bezoldigde werknemers, de representatieve vakorganisaties en de representatieve organisaties van de beheerders van de inrichtingen, diensten en instellingen en van de representatieve verenigingen van de gebruikers, erkend voor hun bijzondere expertise in de aangelegenheden van het Agentschap. Een evenwichtige vertegenwoordiging van de verschillende domeinen van het Agentschap wordt er gewaarborgd. »

Art. 21. Dezelfde Afdeling 3 wordt aangevuld met een artikel 5/3, luidend als volgt :

« Art. 5/3. Met uitzondering van de leden bedoeld in artikel 5/1, § 1, 1°, is de hoedanigheid van lid van het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek onverenigbaar met de hoedanigheid van :

1° lid van de Algemene raad;

2° lid van de Raad inzake financiële en budgettaire monitoring. »

Art. 22. Dezelfde Afdeling 3 wordt aangevuld met een artikel 5/4, luidend als volgt :

« Art. 5/4. De adviesfunctie betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 2/2 wordt door de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek uitgeoefend volgens de modaliteiten bepaald bij of krachtens dit Boek. In het kader van die functie ontwikkelt de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek een transversale strategische visie van de aangelegenheden in het kader waarvan het Agentschap zijn opdrachten vervult.

Daartoe gaat de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek te werk als volgt :

1° hij voert toezicht op de ontwikkelingen van het gezondheidsbeleid, het bejaardenbeleid, het gehandicaptenbeleid, het gezinsbeleid en het gezinsbijslagbeleid op regionaal, gemeenschappelijk, federaal en internationaal niveau, en formuleert voorstellen om in te gaan op langetermijn uitdagingen die hij in verband met die beleidslijnen identificeert;

2° hij beoordeelt op kwalitatief en kwantitatief vlak en in een perspectief van voldoening van de begunstigen en van vermindering van de ongelijkheden, de waaier van oplossingen, ingevoerd in het kader van de aangelegenheden bedoeld in artikel 2/2 en formuleert voorstellen met het oog op de ontwikkeling van die oplossingen;

3° hij geeft advies over de aangelegenheden bedoeld onder 1° en 2°, hetzij op verzoek van de Regering, de Algemene raad of een Comité, hetzij op eigen initiatief.

De Raad inzake strategie en prospectief onderzoek kan om advies verzocht worden over de voorontwerpen van decreten, de ontwerpen van besluiten van de Regering en over de uitvoering van de programmering en het vijfjaarlijks programma inzake gezondheidsbevordering in de aangelegenheden bedoeld in artikel 2/2.

De adviezen uitgebracht door de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek in het kader van zijn bevoegdheden bedoeld in dit artikel worden ter informatie meegedeeld aan de Regering, de Algemene Raad en de Comités van betrokken afdelingen.

De adviezen uitgebracht door de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek over een voorontwerp van decreet worden aan de « Conseil économique et social » meegedeeld.

De Raad inzake strategie en prospectief onderzoek legt om de twee jaar tegen 30 april een rapport met de vaststellingen, evaluaties en voorstellen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, aan het Parlement en aan de Regering over. Dat rapport wordt meegedeeld aan de Algemene raad en aan de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21. »

Art. 23. Dezelfde Afdeling 3 wordt aangevuld met een artikel 5/5, luidend als volgt :

« Art. 5/5. § 1. De uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 5/4, tweede lid, 1° en 2°, wordt gewaarborgd door le Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek.

Daartoe kan het de in artikel 5, eerste lid, bedoelde groepen van deskundigen om advies verzoeken.

§ 2. De adviesaanvragen die overeenkomstig de artikelen 5/4, tweede lid, 3°, en 5/4, derde lid, van de Regering, de Algemene raad of een Comité uitgaan, worden aan het secretariaat van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek gericht.

Ze worden door het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek behandeld als het om algemene adviezen gaat of door een groep van deskundigen als het om adviezen m.b.t. specifieke aangelegenheden gaat.

Als het om adviezen m.b.t. specifieke aangelegenheden gaat, wordt het advies van de groep van deskundigen onderzocht door het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek, dat er desgevallend zijn bemerkingsen aan toevoegt.

Als het om algemene adviezen gaat, kan het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek altijd één of meer groepen van deskundigen om advies vragen. »

Art. 24. Hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 11, wordt aangevuld met een Afdeling 4 "Raad inzake financiële en budgettaire monitoring", waarin de artikelen 6 tot 6/1 opgenomen zijn.

Art. 25. Afdeling 4, ingevoegd bij artikel 24, wordt aangevuld met een artikel 6, luidend als volgt :

« Art. 6. § 1. De Raad inzake financiële en budgettaire monitoring is samengesteld uit :

1° een lid van elk Comité bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21, aangewezen door hem;

2° drie leden erkend voor hun budgettaire bevoegdheden en aangewezen door de Regering;

3° een Inspecteur van Financiën, aangewezen door de Regering;

4° een vertegenwoordiger van het Rekenhof;

5° een afgevaardigde van de Administratie van de begroting van het Gewest, aangewezen door de Regering.

Voor elk gewoon lid bedoeld in het eerste lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Het heeft slechts zitting als het gewone lid dat het vervangt afwezig is.

De hoedanigheid van lid van de Raad inzake financiële en budgettaire monitoring is onvereenigbaar met de hoedanigheid van :

1° lid van de Algemene raad;

2° lid van een Comité, behalve wat betreft de leden bedoeld in het eerste lid, 1°;

3° lid van één van de Commissies bedoeld in de artikelen 12 tot 16/1 of van één van de Commissies bedoeld in de artikelen 23 en 24;

4° lid van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek.

In afwijking van het derde lid, wonen de algemeen bestuurder, de adjunct-algemeen bestuurder en de afdelingsverantwoordelijke inspecteurs-generaal of hun afgevaardigden de vergaderingen van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek bij met raadgevende stem. Bovendien woont ook de verantwoordelijke voor de administratieve dienst belast met de begroting van het Agentschap of zijn afgevaardigde de vergaderingen van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek met raadgevende stem bij.

De voorzitter wordt door de Regering aangewezen onder de gewone leden bedoeld in het eerste lid, 2°.

§ 4. De mandaten van de leden bedoeld in paragraaf 1 beginnen te lopen binnen zes maanden na de datum van de eedaflegging van de leden van de Regering als gevolg van de hernieuwing van het Waals parlement. Ze kunnen hernieuwd worden. Ze eindigen in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarin het is aangewezen.

Als het mandaat van één van de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2° tot 5°, of van één van hun plaatsvervaardigers eindigt om één van de redenen bedoeld in het eerste lid, voleindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger. »

Art. 26. Dezelfde Afdeling 4 wordt aangevuld met een artikel 6/1, luidend als volgt :

« Art. 6/1. De Raad inzake financiële en budgettaire monitoring :

1° brengt adviezen uit in het kader van de procedure tot uitwerking van de begroting van de opdrachten en van de beheersbegroting van het Agentschap, bedoeld in artikel 28/3;

2° formuleert de adviezen of voorstellen bedoeld in de artikelen 29/1, § 1, en 29/2;

3° legt om de drie maanden een rapport aan de Algemene raad, aan de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 en aan de Regering over m.b.t. de ontvangsten en uitgaven van het Agentschap, meer bepaald over de vooruitzichten terzake en de verschillende aspecten van de evolutie ervan;

4° brengt advies uit over de verenigbaarheid met de begroting van de opdrachten van het betrokken vak van elke overeenkomst waarover binnen een commissie is onderhandeld of van elke revalidatieovereenkomst voorgedragen door een commissie. Dat advies wordt uitgebracht voordat een overeenkomst of een revalidatieovereenkomst wordt goedgekeurd door het Comité van betrokken afdeling;

5° brengt advies uit over elk begrotingsvraagstuk dat hem door de Regering, de Algemene raad of de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comités wordt voorgelegd;

6° maakt het in artikel 7 bedoelde rapport over.

De Raad inzake financiële en budgettaire monitoring beschikt over de ruimste onderzoeksbevoegdheden in het kader van zijn opdracht maar heeft geen toegang tot individuele gegevens. Hij onderzoekt de verrichtingen met een financiële of budgettaire weerslag, kan alle dossiers en archieven inkijken en krijgt van het Agentschap alle gegevens waarom hij verzoekt. Hij kan sommige van zijn leden naar de vergaderingen van de organen van het Agentschap afvaardigen. »

Art. 27. Hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 11, wordt aangevuld met een Afdeling 5 "Bepalingen gemeen aan de Algemene raad, de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek en de Raad inzake financiële en budgettaire monitoring", waarin de artikelen 7 tot 7/3 opgenomen zijn.

Art. 28. Afdeling 5, ingevoegd bij artikel 27, wordt aangevuld met een artikel 7, luidend als volgt :

« Art. 7. Halfweg elke legislatuur of op uitdrukkelijk verzoek van de Regering, leggen de Algemene raad, het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek en de Raad inzake financiële en budgettaire monitoring elk een geschreven rapport aan de Regering over met een evaluatie van de artikelen 1 tot 30/2. De Regering neemt akte van dat rapport en maakt het ter informatie binnen de maand na inontvangstname ervan door de Regering aan het Parlement over.

In afwijking van het eerste lid, vindt de eerste evaluatie van die bepalingen plaats voor het einde van het jaar waarin ze in werking getreden zijn. »

Art. 29. Dezelfde Afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 7/1, luidend als volgt :

« Art. 7/1. § 1. De Algemene raad, het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek en de Raad inzake financiële en budgettaire monitoring maken elk hun huishoudelijk reglement op. Het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek maakt een gemeenschappelijk huishoudelijk reglement op voor de groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, eerste lid.

Het huishoudelijk reglement van de Algemene raad bevat ondermeer :

1° de regels betreffende de oproeping van de Algemene raad op verzoek van de Regering, van de voorzitter of van twee leden;

2° de regels betreffende het voorzitterschap van de Algemene raad bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

3° de regels betreffende de beraadslagingsmodaliteiten, onverminderd artikel 4/1;

4° de akten i.v.m. het dagelijks beheer in het kader van de bevoegdheden van de Algemene raad, onverminderd artikel 26/1, tweede lid;

5° de regels op grond waarvan de Algemene raad, bovenop de bevoegdheden bedoeld in artikel 26/1, bepaalde specifieke taken delegeren kan aan de Algemeen bestuurder en aan de Adjunct-algemeen bestuurder;

6° de regels betreffende het beheer van de situaties bedoeld in paragraaf 2.

De huishoudelijke reglementen van de Raad inzake budgettaire financiële monitoring, van het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek en van de groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, bevatten ondermeer :

1° de regels betreffende de oproeping voor de vergaderingen;

2° de regels betreffende het voorzitterschap ervan bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

3° de regels betreffende de beraadslagingsmodaliteiten;

4° de regels betreffende het beheer van de situaties bedoeld in paragraaf 2.

De huishoudelijke reglementen van de Algemene raad, van het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek en van de Raad inzake budgettaire en financiële monitoring alsook het huishoudelijk reglement gemeen aan de groepen van deskundigen bedoeld in artikel 5, eerste lid, worden door de Regering goedgekeurd en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. Het is elk lid van de Algemene raad, het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek en de Raad inzake budgettaire en financiële monitoring alsook elke deskundige die lid is van een groep bedoeld in artikel 5, eerste lid, verboden aanwezig te zijn wanneer een punt onderzocht wordt of het voorwerp uitmaakt van een beraadslaging m.b.t. een vraagstuk waarbij het een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft. »

Art. 30. Dezelfde Afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 7/2, luidend als volgt :

« Art. 7/2. De Algemene raad wijst onder de personeelsleden van het Agentschap en op de voordracht van de Algemeen bestuurder de persoon aan die zijn secretariaat zal waarnemen, alsook de personen die het secretariaat van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek en dat van de Raad inzake budgettaire en financiële monitoring zullen waarnemen. »

Art. 31. Dezelfde Afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 7/3, luidend als volgt :

« Art. 7/3. De gewone en plaatsvervangende leden van de Algemene raad, de leden van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek alsook de leden van de Raad inzake budgettaire en financiële monitoring hebben recht op de terugbetaling van de reiskosten die ze wegens hun werk binnen die organen hebben gemaakt, volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

De vergoedingen waarop ze in dat opzicht aanspraak kunnen maken, zijn voor rekening van het Agentschap.

Artikel 15bis van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet is niet toepasselijk op de gewone en plaatsvervangende leden die de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de autoriteit binnen de Algemene raad hebben. »

Art. 32. Hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 11, wordt aangevuld met een Afdeling 6 "Interne auditstelsel", waarin de artikelen 8 tot 8 tot 8/3 opgenomen zijn.

Art. 33. Afdeling 6, ingevoegd bij artikel 32, wordt aangevuld met een artikel 8, luidend als volgt :

« Art. 8. Het Interne auditstelsel wordt belast met de volgende taken :

1° de Algemene raad en de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 bijstaan in hun supervisieactiviteiten;

2° hen een verzekering verschaffen wat betreft de graad van beheersing van de risico's en de graad van beheersing van de handelingen en activiteiten beheerd door het Agentschap.

Het Interne auditstelsel voldoet aan de internationale normen, inzake ethiek en professionalisme, alsook op het vlak van de aan te wenden mechanismen, praktijken en middelen.

Het bestaat uit een interne auditcomité en een interne auditdienst. »

Art. 34. Dezelfde Afdeling 6 wordt aangevuld met een artikel 8/1, luidend als volgt :

« Art. 8/1. § 1. Het zelfstandige auditcomité is samengesteld uit :

1° de voorzitter van de Algemene raad;

2° twee externe deskundigen die onafhankelijk van het Agentschap zijn.

De deskundigen bedoeld in het eerste lid, 2°, worden gekozen op grond van hun bevoegdheid inzake interne audit. Ze worden op de voordracht van de Algemene raad door de Regering aangewezen voor de duur van de beheersovereenkomst bedoeld in Titel V. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Als een deskundige het auditcomité voor het einde van zijn mandaat verlaat, wordt hij binnen drie maanden vervangen. De als plaatsvervanger aangewezen deskundige voldeindigt het mandaat van zijn voorganger.

De leden van het auditcomité kiezen hun voorzitter binnen hun midden.

§ 2. Het auditcomité vergadert minstens vier keer per jaar.

Het legt het handvest van zijn werking vast. Het handvest bepaalt minstens de modaliteiten tot werking van de vergaderingen van het auditcomité, de uitoefening van zijn opdrachten, zijn rechten en plichten jegens het Agentschap, zijn relaties met de organen van het Agentschap en met de overige externe controleorganen.

Het auditcomité legt het in lid 2 bedoelde handvest ter goedkeuring aan de Algemene raad voor. »

Art. 35. Dezelfde Afdeling 6 wordt aangevuld met een artikel 8/2, luidend als volgt :

« Art. 8/2. Het auditcomité beschikt over een interne auditdienst die rechtstreeks onder zijn autoriteit staat. De interne auditdienst wordt belast met het beheer van de opdrachten van het auditcomité.

Het auditcomité maakt via de interne auditdienst een jaarlijks programma en een meerjarig plan van de interne auditopdrachten op.

Voor elke interne auditopdracht wordt een geschreven rapport opgemaakt met een omschrijving van de feiten en vaststellingen alsook een beoordeling van het interne controlesysteem en eventuele aanbevelingen. »

Art. 36. Dezelfde Afdeling 6 wordt aangevuld met een artikel 8/3, luidend als volgt :

« Art. 8/3. De hulpmiddelen en de middelen van het interne auditstelsel, met inbegrip van die betreffende de interne auditdienst, zijn voor rekening van de begroting van het Agentschap, in een specifieke budgettaire lijn. »

Art. 37. Titel II, ingevoegd bij artikel 10, wordt aangevuld met een Hoofdstuk 2 "Afdelingen", waarin de artikelen 9 tot 25/4 opgenomen zijn.

Art. 38. Hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 37, wordt aangevuld met een Afdeling 1 "Drie afdelingen van het Agentschap" waarin artikel 9 opgenomen is.

Art. 39. Hetzelfde Hoofdstuk 2, Afdeling 1, ingevoegd bij artikel 38, wordt aangevuld met een artikel 9, luidend als volgt :

« Art. 9. Binnen het Agentschap wordt de volgende afdelingen ingevoerd :

1° een afdeling "Welzijn en Gezondheid", die bevoegd is voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 2/2, 1°, 2° en 4°;

2° een afdeling "Handicap", die bevoegd is voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 2/2, 3°;

3° een afdeling "Gezinnen", die bevoegd is voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 2/2, 5°. »

Art. 40. Hetzelfde Hoofdstuk 2 wordt aangevuld met een Afdeling 2 « "Welzijn en Gezondheid", waarin de artikelen 10 tot 16/1 opgenomen zijn. »

Art. 41. Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 40, wordt aangevuld met Onderafdeling 1 « Commissies binnen de afdeling "Welzijn en Gezondheid" », waarin een artikel 10 opgenomen is.

Art. 42. Afdeling 2, Onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 41, wordt aangevuld met een artikel 10, luidend als volgt :

« Art. 10. De afdeling "Welzijn en Gezondheid" wordt beheerd door een Comité met dezelfde benaming.

Binnen die afdelingen worden de volgende commissies ingesteld :

1° een Commissie "Eerstelijns hulp- en zorgverlening";

2° een Commissie "Ziekenhuizen";

3° een Commissie "Geestelijke gezondheid";

4° een Commissie "Opvang en huisvesting van senioren".

De afdeling "Welzijn en Gezondheid" wordt voorzien van de diensten waarmee het Comité "Welzijn en Gezondheid" en de in lid 2 bedoelde Commissies de opdrachten kunnen vervullen die hen bij dit Boek toegewezen worden. »

Art. 43. Dezelfde Afdeling 2 wordt aangevuld met een Onderafdeling 2 « Comité "Welzijn en Gezondheid" », waarin de artikelen 11 en 11/1 opgenomen zijn.

Art. 44. In Onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 43, wordt een artikel 11 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11. § 1. Het Comité "Welzijn en Gezondheid" is samengesteld uit :

1° twaalf vertegenwoordigers van de vakorganisaties van de hulp- en verzorgingssector alsook van de representatieve organisaties van de ziekenhuizen, inrichtingen of hulp- en zorgverleningsdiensten of de beheerders ervan, waaronder minstens één vertegenwoordiger van de sectoren preventie en gezondheidsbevordering, die stemgerechtigd zijn;

2° twaalf vertegenwoordigers van de verzekeringsinstellingen, die stemgerechtigd zijn;

3° vijf vertegenwoordigers van de Autoriteit, die stemgerechtigd zijn;

4° twee vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en van de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers, die stemgerechtigd zijn;

5° twee vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werknemers, die stemgerechtigd zijn.

Voor elke categorie van gewone leden bedoeld in het eerste lid worden evenveel plaatsvervangende leden aangewezen.

Een plaatsvervangend lid mag slechts zitting hebben indien het gewoon lid van zijn categorie afwezig is.

De algemeen bestuurder, adjunct-algemeen bestuurder en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de afdeling "Welzijn en Gezondheid" of hun afgevaardigden wonen de vergaderingen van het Comité "Welzijn en Gezondheid" met raadgevende stem bij.

§ 2. De gewone en plaatsvervangende leden van het Comité "Welzijn en Gezondheid" worden door de Regering benoemd.

De Regering benoemt de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 5°, en de plaatsvervangende leden bedoeld in paragraaf 1°, tweede lid, op de voordracht van de vakorganisaties van de hulp- en verzorgingssectoren van de representatieve organisaties van de ziekenhuizen, inrichtingen of hulp- en zorgverleningsdiensten, op de voordracht van de verzekeringsinstellingen en op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie".

De gewone en plaatsvervangende leden bedoeld in het tweede lid mogen niet ressorteren onder het hiërarchische gezag van een lid van de Regering. De personen die een functie van deskundige in een ministerieel kabinet uitoefenen ten belope van maximum 0,10 voltijdsequivalent worden niet beschouwd als ressorterend onder het hiërarchische gezag van een lid van de Regering.

De voorzitter van het Comité "Welzijn en Gezondheid" wordt door de Regering aangewezen onder de gewone leden die stemgerechtigd zijn.

§ 4. De mandaten van de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en van hun plaatsvervangers beginnen te lopen binnen zes maanden na de datum van de eedaflegging van de leden van de Regering als gevolg van de hernieuwing van het Waals parlement. Ze kunnen hernieuwd worden. Ze eindigen in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid, wanneer de in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde voorwaarden niet meer vervuld zijn of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarin het is aangewezen.

Als het mandaat van één van de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2°, 4° of 5°, of van één van hun plaatsvervangers eindigt om één van de redenen bedoeld in het eerste lid, draagt de betrokken organisatie een plaatsvervanger aan de Regering voor binnen een maand na de stopzetting van de functie. Het lid wordt vervangen binnen drie maanden na de stopzetting van de functie. Het nieuwe lid voldeindigt het mandaat van zijn voorganger. »

Art. 45. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 11/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11/1. § 1. Het Comité "Welzijn en Gezondheid" :

1° stelt de begroting op van de opdrachten van de afdeling "Welzijn en Gezondheid" in de zin van artikel 28/2, en deelt deze begroting mee aan de Algemene raad;

2° gaat over tot een evaluatie van de middelen die nodig zijn voor het beheer van de afdeling "Welzijn en Gezondheid" en deelt deze evaluatie mee aan de Algemene raad om de beheersbegroting van het Agentschap op te maken;

3° houdt toezicht op de uitgaven van de afdeling "Welzijn en Gezondheid" en neemt desgevallend maatregelen voor de aanpassing van de begroting;

4° deelt aan de Algemene raad de gegevens mee die betrekking hebben op de evolutie van de uitgaven van de afdeling "Welzijn en Gezondheid" en de eventuele maatregelen voor de aanpassing van de begroting;

5° deelt aan de Algemene raad de boekhoudkundige gegevens mee betreffende de afdeling "Welzijn en Gezondheid" die vereist zijn voor het opmaken van de boekhouding van het Agentschap en de periodieke toestandsopgaven van het actief en het passief;

6° stelt de rekeningen vast van de afdeling "Welzijn en gezondheid" en deelt ze mee aan de Algemene raad;

7° deelt aan de Algemene raad de gegevens mee betreffende de afdeling "Welzijn en Gezondheid" die nodig zijn voor het opmaken van het verslag bedoeld in artikel 4/1, § 6°;

8° keurt de overeenkomsten goed gesloten binnen de Commissies bedoeld in de artikelen 12 tot 16/1 of binnen de Commissies bedoeld in de artikelen 23 en 24, na advies van de financiële en budgettaire monitoringsraad

9° keurt de revalidatieovereenkomsten goed, op voorstel van de Commissies bedoeld in de artikelen 12 tot 16/1 of binnen de Commissies bedoeld in de artikelen 23 tot 24, na advies van de financiële en budgettaire monitoringsraad;

10° keurt de akkoorden betreffende de mobiliteitstegemoetkomingen goed, op voorstel van de Commissie "Autonomie en zware afhankelijkheid". Om definitief goedgekeurd te worden, moeten deze akkoorden ook door het Comité "Handicap" worden goedgekeurd.

De overeenkomsten bedoeld in het eerste lid, 8°, en de revalidatieovereenkomsten bedoeld in het eerste lid, 9°, worden door de voorzitter aan de Regering meegedeeld. De Regering kan zich daartegen verzetten binnen vijftien werkdagen te rekenen van de mededeling.

§ 2. Het Comité "Welzijn en Gezondheid" is geldig samengesteld als elke categorie die er deel van uitmaakt overeenkomstig artikel 11, § 1, minstens door de helft van haar leden wordt vertegenwoordigd.

In het geval dat het Comité "Welzijn en Gezondheid" niet geldig werd samengesteld overeenkomstig het eerste lid, wordt het Comité opnieuw bijeengeroepen binnen de zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het eerste lid, wordt het Comité "Welzijn en Gezondheid" geacht geldig samengesteld te zijn als minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige stemgerechtigde leden. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen.

Wanneer het stemmingsquorum bedoeld in het derde lid niet bereikt is, maar dat de meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden wordt behaald, onderwerpt de voorzitter dezelfde voorstellen aan de stemming tijdens de volgende vergadering.

Als de meerderheid bedoeld in het vorig lid opnieuw wordt behaald, zijn de beslissingen genomen. »

Art. 46. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 40, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, dat de artikelen 12 tot 16/1 inhoudt, met als opschrift "Commissies".

Art. 47. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12. § 1. De Commissie "Eerste hulp en zorglijnen" wordt samengesteld, door de Algemene raad, uit een gelijk aantal leden:

1° aangewezen op voorstel van de vakorganisaties van de hulpsector, van de eerste zorglijnen en door de representatieve organisaties van de diensten van de eerste hulp en zorglijnen of hun beheerders;

2° aangewezen op voorstel van de verzekeringsinstellingen.

§ 2. De Commissie "Eerste hulp en zorglijnen" is bevoegd inzake de organisatie van de eerstelijnsgezondheidszorg en -hulp en inzake steun aan de beroepen van de eerstelijnsgezondheidszorg en hulp.

In het toepassingsveld van haar bevoegdheden, doet de Commissie "Eerste hulp en zorglijnen" het volgende:

1° onderhandelen en sluiten van overeenkomsten;

2° revalidatieovereenkomsten voorstellen aan het Comité "Welzijn en Gezondheid";

3° de financieringsbehoeften bepalen.

Zodra ze afgesloten zijn, worden de overeenkomsten bedoeld in het tweede lid, 1°, meegedeeld aan het Comité "Welzijn en Gezondheid". »

Art. 48. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 13 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13. § 1. De Commissie "Ziekenhuizen" wordt samengesteld, door de Algemene raad, uit een gelijk aantal leden :

1° aangewezen op voorstel van de representatieve organisaties van de ziekenhuissector;

2° aangewezen op voorstel van de verzekeringsinstellingen.

§ 2. De Commissie "Ziekenhuizen" is bevoegd inzake het beleid van de zorgverlening in de ziekenhuizen.

In het toepassingsveld van haar bevoegdheden, doet de Commissie "Ziekenhuizen" het volgende :

1° onderhandelen en sluiten van overeenkomsten;

2° revalidatieovereenkomsten voorstellen aan het Comité "Welzijn en Gezondheid";

3° de financieringsbehoeften bepalen.

Zodra ze afgesloten zijn, worden de overeenkomsten bedoeld in het tweede lid, 1°, meegedeeld aan het Comité "Welzijn en Gezondheid". »

Art. 49. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 14 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14. § 1. De Commissie "Geestelijke gezondheid" wordt samengesteld, door de Algemene raad, uit een gelijk aantal leden :

1° aangewezen op voorstel van de vakorganisaties van de geestelijke gezondheidssector en door de representatieve organisaties van de ziekenhuizen, instellingen of diensten van de geestelijke gezondheid of hun beheerders;

2° aangewezen op voorstel van de verzekeringsinstellingen.

§ 2. De Commissie "Geestelijke gezondheid" is bevoegd inzake het beleid van geestelijke gezondheidszorgverlening in de psychiatrische ziekenhuizen, in de psychiatrische diensten van de algemene ziekenhuizen, in de verzorgingsinstellingen die geen ziekenhuizen zijn en buiten de verzorgingsinstellingen.

In het toepassingsveld van haar bevoegdheden, doet de Commissie "Geestelijke gezondheid" het volgende :

1° onderhandelen en sluiten van overeenkomsten;

2° revalidatieovereenkomsten voorstellen aan het Comité "Welzijn en Gezondheid";

3° de financieringsbehoeften bepalen.

Zodra ze afgesloten zijn, worden de overeenkomsten bedoeld in het tweede lid, 1°, meegedeeld aan het Comité "Welzijn en Gezondheid" ».

Art. 50. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 15 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15. § 1. De Commissie "Opvang en huisvesting van bejaarde personen" wordt samengesteld, door de Algemene raad, uit een gelijk aantal leden:

1° aangewezen op voorstel van de representatieve organisaties van de sector van de inrichtingen voor bejaarde personen;

2° aangewezen op voorstel van de verzekeringsinstellingen.

§ 2. De Commissie "Opvang en huisvesting van bejaarde personen" is bevoegd inzake het beleid van zorgverlening in de instellingen voor bejaarde personen met inbegrip van de geïsoleerde geriatriediensten.

In het toepassingsveld van haar bevoegdheden, doet de Commissie "Opvang en huisvesting van bejaarde personen" het volgende:

1° onderhandelen en sluiten van overeenkomsten;

2° de financieringsbehoeften bepalen.

Zodra ze afgesloten zijn, worden de overeenkomsten bedoeld in het tweede lid, 1°, meegedeeld aan het Comité "Welzijn en Gezondheid" ».

Art. 51. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 16 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16. § 1^{er}. De leden van elke Commissie bedoeld in deze onderafdeling worden voor vijf jaar aangewezen.

Het lid dat geen deel meer uitmaakt van een Commissie wordt onmiddellijk vervangen.

§ 2. Elke Commissie bedoeld in deze onderafdeling wordt voorgezeten door een personeelslid van de diensten van de sector "Welzijn en Gezondheid" aangewezen door de Algemene raad op de gezamenlijke voordracht van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de afdeling "Welzijn en Gezondheid".

§ 3. Het is elk lid van een Commissie verboden om aanwezig te zijn bij de behandeling van of de beraadslaging over een onderwerp waarvoor het een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft.

§ 4. Een Commissie bedoeld in deze onderafdeling is geldig samengesteld wanneer ze minstens vier vijfde van de leden van elke categorie bijeenbrengt.

In het geval dat een Commissie niet geldig is samengesteld overeenkomstig het eerste lid, wordt de Commissie opnieuw bijengeroepen binnen de zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het eerste lid, wordt de Commissie geacht geldig samengesteld te zijn als minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden bij volstrekte meerderheid genomen van de stemmen uitgebracht door de aanwezige leden. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen.

§ 5. Elke Commissie maakt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement voorziet met name :

1° de regels betreffende de oproeping van de Commissie op aanvraag van de Regering, op aanvraag van de voorzitter of op aanvraag van twee leden;

2° de regels betreffende het voorzitterschap van de Commissie bij afwezigheid van de voorzitter of als hij verhinderd is;

3° de regels betreffende de modaliteiten inzake beraadslaging onverminderd paragraaf 4°;

4° de regels betreffende het beheer van de toestanden bedoeld in paragraaf 3°;

5° de regels betreffende de stemming indien de leden niet in gelijk aantal aanwezig zijn in elk van de twee groepen.

Het huishoudelijk reglement van elke Commissie wordt onderworpen aan het advies van het afdelingscomité waaronder zij valt en maakt het voorwerp uit van een definitieve goedkeuring door de Regering. »

Art. 52. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 16/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16/1. De Commissies bedoeld in deze onderafdeling kunnen samen zetelen wanneer vraagstukken van gemeenschappelijk belang op de agenda staan.

§ 2. De Commissie "Ziekenhuizen" en de Commissie "Geestelijke gezondheid" zetelen samen om hun bevoegdheden uit te oefenen inzake geestelijke gezondheidszorgverlening in de psychiatrische ziekenhuizen, in de psychiatrische diensten van de algemene ziekenhuizen, in de psychiatrische verzorgingstehuizen en in de initiatieven voor beschut wonen.

Bovendien, zetelen de Commissies bedoeld in deze onderafdeling die de Regering aanwijst, samen voor de vraagstukken die zij bepaalt. »

Art. 53. In Hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 37, wordt een Afdeling 3 ingevoegd, die de artikelen 17 tot 19 inhoudt, met als opschrift « Afdeling "Handicap" ».

Art. 54. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 53, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, dat artikel 17 inhoudt, met als opschrift Organisatie van de afdeling "Handicap".

Art. 55. In dezelfde Afdeling 3, Onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 54, wordt een artikel 17 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 17. De afdeling "Handicap" wordt beheerd door een Comité met dezelfde naam.

De afdeling "Handicap" bevat bovendien Subregionale coördinatiecommissies, waarvan de Algemene raad, op voorstel van het Comité "Handicap", het aantal, de samenstelling en de gebiedsomschrijving bepaalt.

De afdeling "Handicap" is voorzien van de diensten die aan het Comité "Handicap" en aan de Subregionale coördinatiecommissies bedoeld in het derde lid, de mogelijkheid bieden om de opdrachten te vervullen die hen door dit Boek worden toegekend. »

Art. 56. In dezelfde Afdeling 3 wordt een Onderafdeling 2 ingevoegd, die de artikelen 18 en 18/1 inhoudt, met als opschrift "Comité "Handicap".

Art. 57. Onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 56, wordt aangevuld met een artikel 18, luidend als volgt :

« Art. 18. § 1. Het Comité "Handicap" is samengesteld uit :

1° vijf vertegenwoordigers van de federaties van instellingen en diensten die zich richten tot de gehandicapte personen, en die stemgerechtigd zijn;

2° vijf vertegenwoordigers van de verenigingen die de gehandicapte personen of hun gezin vertegenwoordigen, en die stemgerechtigd zijn;

3° vijf vertegenwoordigers van de Overheid, en die stemgerechtigd zijn;

4° twee vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en van de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers, en die stemgerechtigd zijn;

5° twee vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de bezoldigde werknemers, en die stemgerechtigd zijn;

6° drie vertegenwoordigers van de verzekeringsinstellingen, en die stemgerechtigd zijn.

Voor elke categorie van gewone leden bedoeld in het eerste lid wordt hetzelfde aantal plaatsvervangende leden aangewezen. Een plaatsvervangend lid zetelt alleen maar als een gewoon lid van zijn categorie afwezig is.

De administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de afdeling "gehandicapte personen" of hun afgevaardigden wonen de vergaderingen van het Comité "Handicap" bij met raadgevende stem.

§ 2. De gewone leden en de plaatsvervangende leden van het Comité "Handicap" worden door de Regering benoemd.

De Regering benoemt de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2°, 4° tot 6°, en hun plaatsvervangers op voorstel, respectievelijk, van de federaties van instellingen of diensten die zich richten tot de gehandicapte personen, de verenigingen die de gehandicapte personen of hun gezin vertegenwoordigen, de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest) en de verzekeringsinstellingen.

De gewone leden en de plaatsvervangende leden bedoeld in het tweede lid mogen niet onder het hiërarchisch gezag van een regeringslid vallen. De personen die een functie van deskundige in een ministerieel kabinet uitoefenen ten belope van maximum 0,10 voltijds equivalent worden niet beschouwd als personen die onder het hiërarchisch gezag van een regeringslid vallen.

De Regering wijst de voorzitter van het Comité "Handicap" aan onder de gewone leden die stemgerechtigd zijn.

§ 3. De mandaten van de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en van hun plaatsvervangers gaan in binnen de zes maanden die volgen op de datum van eedaflegging van de regeringsleden na de hernieuwing van het Waals Parlement. Ze kunnen worden hernieuwd. Ze eindigen in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid of als niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarvoor hij werd aangewezen.

Wanneer het mandaat van een gewoon lid bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2°, 4° tot 6°, of van zijn plaatsvervanger eindigt voor één van de redenen vermeld in het eerste lid, stelt de betrokken organisatie een vervanger voor aan de Regering binnen de maand die volgt op de beëindiging van de functie. Het lid wordt vervangen binnen de drie maanden die volgen op de beëindiging van de functie. Het nieuw lid voltooit het mandaat van zijn voorganger. »

Art. 58. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel 18/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18/1. § 1. Het Comité "Handicap" :

1° stelt de begroting op van de opdrachten van de afdeling "Handicap" in de zin van artikel 28/2, en deelt deze begroting mee aan de Algemene raad;

2° gaat over tot een evaluatie van de middelen die nodig zijn voor het beheer van de afdeling "Handicap" en deelt deze evaluatie mee aan de Algemene raad om de beheersbegroting van het Agentschap op te maken;

3° houdt toezicht op de uitgaven van de afdeling "Handicap" en neemt desgevallend maatregelen voor de aanpassing van de begroting;

4° deelt aan de Algemene raad de gegevens mee die betrekking hebben op de evolutie van de uitgaven van de afdeling "Handicap" en de eventuele maatregelen voor de aanpassing van de begroting;

5° deelt aan de Algemene raad de boekhoudkundige gegevens mee betreffende de afdeling "Handicap" die vereist zijn voor het opmaken van de boekhouding van het Agentschap en de periodieke toestandsopgaven van het actief en het passief;

6° stelt de rekeningen vast van de afdeling "Handicap" en deelt ze mee aan de Algemene raad;

7° deelt aan de Algemene raad de gegevens mee betreffende de afdeling "Handicap" die nodig zijn voor het opmaken van het verslag bedoeld in artikel 4/1, § 6°;

8° vervult een algemene opdracht van coördinatie en informatie, namelijk:

a) de deelname aan de gewestelijke en interministeriële coördinatie van het beleid van de gehandicapte personen;

b) de bevordering van studies, het zoeken van informatie en de invoering van maatschappelijke indicatoren;

c) de organisatie van acties voor de informatie en de aansporing om de bewustwording van de collectiviteit en van de algemene diensten te ontwikkelen;

d) de bevordering van de deelname van de gehandicapte personen en hun verenigingen aan het opstellen van de maatregelen die hen betreffen;

e) de bevordering van de aanvankelijke opleiding en van de voortgezette opleiding van het personeel van het geheel van de diensten die zich gedeeltelijk of geheel richten tot de gehandicapte personen;

f) de deelname aan de preventie, de opsporing en de diagnose van de deficiënties en de handicaps en aan de uitvoering van de vroegtijdige hulpverlening;

g) aan de bevordering, de informatie en de oriëntatie van de gehandicapte persoon alsook aan de informatie van zijn gezin;

h) de bevordering van de opvang, de huisvesting, de optimale ontwikkeling of begeleiding van de gehandicapte personen;

- i) de bevordering van de opleiding of de beroepsrevalidatie van de gehandicapte personen;
- j) de bevordering van de toegang tot tewerkstelling voor de gehandicapte personen en van de daartoe bijdragen steunvormen;
- k) de bevordering van de deelname van gehandicapte personen aan het sportieve, sociale en culturele leven, door o.a. de mobiliteit van de personen en de toegangsmogelijkheden en de daartoe bijdragende steunvormen te bevorderen;
- l) informatie over en bevordering van een affectief en sexueel opengebloeid leven voor gehandicapte personen;
- m) de bevordering van, de informatie over en de vorming voor de bereikbaarheid van voor het publiek opengestelde plaatsen;
- n) de bevordering van, de informatie over en de vorming voor de bereikbaarheid en de aanpasbaarheid van woningen, evenals van de daartoe bijdragende steunvormen;

9° keurt de overeenkomsten goed gesloten binnen de Commissies bedoeld in de artikelen 23 en 24, na advies van de financiële en budgettaire monitoringsraad;

10° keurt de akkoorden betreffende de mobiliteitssteunmaatregelen goed, op voorstel van de Commissie "Autonomie en zware afhankelijkheid". Om definitief goedgekeurd te worden, moeten deze akkoorden ook door het Comité "Welzijn en Gezondheid" worden goedgekeurd.

De overeenkomsten bedoeld in het eerste lid, 9°, worden door de voorzitter aan de Regering meegedeeld. De Regering kan zich daartegen verzetten binnen vijftien werkdagen te rekenen van de mededeling.

§ 2. Het Comité "Handicap" is geldig samengesteld als elke categorie die er deel van uitmaakt overeenkomstig artikel 18, § 1, minstens door de helft van haar leden wordt vertegenwoordigd.

In het geval dat het Comité "Handicap" niet geldig werd samengesteld overeenkomstig het eerste lid, wordt het Comité opnieuw bijeengeroepen binnen de zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het eerste lid, wordt het Comité "Handicap" geacht geldig samengesteld te zijn als minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige stemgerechtigde leden. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen. »

Art. 59. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 53, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, dat artikel 19 inhoudt, met als opschrift "Subregionale commissies".

Art. 60. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel 19 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 19. De Subregionale coördinatiecommissies bedoeld in artikel 17, tweede lid, hebben als opdracht om :

1° de bestaande gegevens in te zamelen die betrekking hebben op de sociaal-economische kenmerken en de toestand van de gehandicapte personen;

2° op het niveau van hun ambtsgebied over te gaan tot het onderzoek van de behoeften van de gehandicapte personen inzake diensten;

3° het overleg en de coördinatie van de sociale en gezondheidsdiensten te bevorderen die zich gedeeltelijk of geheel richten tot de gehandicapte personen in hun ambtsgebied;

4° de middelen voor te stellen die moeten worden uitgevoerd om een actief beleid in hun ambtsgebied te bevorderen, namelijk door een plan van coördinatie en interventie van de diensten ten gunste van de gehandicapte personen op te stellen.

De Subregionale coördinatiecommissies maken de conclusies van hun werkzaamheden over aan het Comité "Handicap". »

Art. 61. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 37, wordt een Afdeling 4 ingevoegd, die de artikelen 20 tot 21/1 inhoudt, met als opschrift « Afdeling "Gezinnen" ».

Art. 62. Afdeling 4, ingevoegd bij artikel 61, wordt aangevuld met een artikel 20, luidend als volgt :

« Art. 20. De afdeling "Gezinnen" wordt beheerd door een Comité met dezelfde naam.

Ze is voorzien van de diensten die aan het Comité "Gezinnen" de mogelijkheid biedt om de opdrachten te vervullen die hem door dit Boek worden toegekend. »

Art. 63. Dezelfde afdeling 4 wordt aangevuld met een artikel 21, luidend als volgt :

« Art. 21. § 1. Het Comité "Gezinnen" is samengesteld uit :

1° vijf vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en van de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers, en die stemgerechtigd zijn;

2° vijf vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werknemers, en die stemgerechtigd zijn;

3° vijf vertegenwoordigers van andere organisaties die een belang hebben bij het beheer van de afdeling "Gezinnen", aangewezen door de Regering, en die stemgerechtigd zijn;

4° vijf vertegenwoordigers van de kinderbijslagfondsen, en die stemgerechtigd zijn;

5° vijf vertegenwoordigers van de Overheid, en die stemgerechtigd zijn.

Voor elke categorie van gewone leden bedoeld in het eerste lid wordt hetzelfde aantal plaatsvervangende leden aangewezen. Een plaatsvervangend lid zetelt alleen maar als een gewoon lid van zijn categorie afwezig is.

De administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de afdeling "Gezinnen" of hun afgevaardigden wonen de vergaderingen van het Comité "Gezinnen" bij met raadgevende stem.

§ 2. De gewone leden en de plaatsvervangende leden van het Comité "Gezinnen" worden door de Regering benoemd.

De Regering benoemt de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1 tot 4, en de plaatsvervangers bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, respectievelijk, op voorstel van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest) en op voorstel van de andere organisaties die een belang hebben bij het beheer van de afdeling "Gezinnen", aangewezen door de Regering en op voorstel van de kinderbijslagfondsen.

De gewone leden en de plaatsvervangende leden bedoeld in het tweede lid mogen niet onder het hiërarchisch gezag van een regeringslid vallen. De personen die een functie van deskundige in een ministerieel kabinet uitoefenen ten belope van maximum 0,10 voltijds equivalent worden niet beschouwd als personen die onder het hiërarchisch gezag van een regeringslid vallen.

De Regering wijst de voorzitter van het Comité "Gezinnen" aan onder de gewone leden die stemgerechtigd zijn.

§ 3. De mandaten van de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, gaan in binnen de zes maanden die volgen op de datum van eedaflegging van de Regeringsleden na de hernieuwing van het Waals Parlement. Ze kunnen worden hernieuwd. Ze eindigen in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid of als niet meer voldaan wordt aan de voorwaarde bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarvoor hij werd aangewezen.

Wanneer het mandaat van een gewoon lid bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° tot 4°, of van zijn plaatsvervanger eindigt voor één van de redenen vermeld in het eerste lid, stelt de betrokken organisatie een vervanger voor aan de Regering binnen de maand die volgt op de beëindiging van de functie. Het lid wordt vervangen binnen de drie maanden die volgen op de beëindiging van de functie. Het nieuw lid voltooit het mandaat van zijn voorganger. »

Art. 64. Dezelfde afdeling 4 wordt aangevuld met een artikel 21/1, luidend als volgt :

« Art. 21/1. § 1. Het Comité "Gezinnen" :

1° stelt de begroting op van de opdrachten van de afdeling "Gezinnen" in de zin van artikel 28/2, en deelt deze begroting mee aan de Algemene raad;

2° gaat over tot een evaluatie van de middelen die nodig zijn voor het beheer van de afdeling "Gezinnen" en deelt deze evaluatie mee aan de Algemene raad om de beheersbegroting van het Agentschap op te maken;

3° houdt toezicht op de uitgaven van de afdeling "Gezinnen" en neemt desgevallend maatregelen voor de aanpassing van de begroting;

4° deelt aan de Algemene raad de gegevens mee die betrekking hebben op de evolutie van de uitgaven van de afdeling "Gezinnen" en de eventuele maatregelen voor de aanpassing van de begroting;

5° deelt aan de Algemene raad de boekhoudkundige gegevens mee betreffende de afdeling "Gezinnen" die vereist zijn voor het opmaken van de boekhouding van het Agentschap en de periodieke toestandsopgaven van het actief en het passief;

6° stelt de rekeningen vast van de afdeling "Gezinnen" en deelt ze mee aan de Algemene raad;

7° deelt aan de Algemene raad de gegevens mee betreffende de afdeling "Gezinnen" die nodig zijn voor het opmaken van het verslag bedoeld in artikel 4/1, § 6°;

8° keurt de overeenkomsten goed gesloten binnen de Commissie "Preventie en Bevordering van de Gezondheid" bedoeld in artikel 24, na advies van de financiële en budgettaire monitoringsraad;

De bevoegdheden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 8°, worden uitgeoefend door het Comité "Gezinnen" vanaf de datum vastgelegd door de Regering.

§ 2. Het Comité "Gezinnen" gaat de opvang van de bevoegdheid inzake kinderbijslag voorbereiden en brengt een advies uit aan de Regering over elk voorontwerp van decreet, decreetvoorstel of besluitontwerp met een reglementair bereik dat de wetgeving of de gewestelijke reglementering betreffende het gezinsbeleid of de gezinsbijslag zou kunnen wijzigen.

De Regering bepaalt de daarvoor te volgen procedure.

Het Comité moet zijn advies binnen een termijn van twee maanden meedelen vanaf de dag van de aanvraag, behalve als de Regering een andere termijn heeft vastgelegd. Na afloop van die termijn is de formaliteit geacht vervuld te zijn.

De bevoegdheden bedoeld in deze paragraaf worden uitgeoefend door het Comité "Gezinnen" tot de datum vastgelegd door de Regering.

§ 3. Het Comité "Gezinnen" is geldig samengesteld als elke categorie die er deel van uitmaakt overeenkomstig artikel 21, § 1 minstens door de helft van haar leden wordt vertegenwoordigd.

In het geval dat het Comité "Gezinnen" niet geldig werd samengesteld overeenkomstig het eerste lid, wordt het Comité opnieuw bijeengeroepen binnen de zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het eerste lid, wordt het Comité "Gezinnen" geacht geldig samengesteld te zijn als minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige stemgerechtigde leden. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen. »

Art. 65. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 37, wordt een Afdeling 5 ingevoegd, die de artikelen 22 tot 25/3 inhoudt, met als opschrift "Gemeenschappelijke bepalingen voor de Afdelingen "Welzijn en Gezondheid", "Handicap" en "Gezinnen".

Art. 66. Afdeling 5, ingevoegd bij artikel 65, wordt aangevuld met een artikel 22, luidend als volgt :

« Art. 22. § 1. Het is elk lid van een Afdelingscomité verboden om aanwezig te zijn bij de behandeling van of de beraadslaging over een onderwerp waarvoor het een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft.

§ 2. Elke Comité maakt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement voorziet met name :

1° de regels betreffende de oproeping van het Comité op aanvraag van de Regering, op aanvraag van de voorzitter of op aanvraag van twee leden;

2° de regels betreffende het voorzitterschap van het Comité bij afwezigheid van de voorzitter of als hij verhinderd is;

3° de regels betreffende de modaliteiten inzake beraadslaging onverminderd de artikelen 11/1, § 2, 18/1, § 2, 21/1, § 3;

4° de bepaling van de handelingen die onder het dagelijks beheer vallen in het bevoegdheidsgebied van het Comité, onverminderd artikel 26/1, tweede lid;

5° de regels betreffende het beheer van de toestanden bedoeld in paragraaf 1;

Het huishoudelijk reglement van elk Comité wordt onderworpen aan het advies van de Algemene raad en goedgekeurd door de Regering. Na goedkeuring wordt het reglement in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 67. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 22/1, luidend als volgt :

« Art. 22/1. De Algemene raad onderwerpt aan het gemotiveerd advies van de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21, elk wat betreft de afdeling die hij beheert, een ontwerp van personeelsformatie van het Agentschap.

De Algemene raad bepaalt de termijn waarbinnen de adviezen van de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 aan hem moeten worden overgemaakt. Die termijn mag niet korter zijn dan vijftien dagen. »

Art. 68. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 22/2, luidend als volgt :

« Art. 22/2. Elk Comité bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 werkt mee, wat betreft de afdeling die hij beheert, aan de conclusie, de goedkeuring en de evaluatie van het beheerscontract bedoeld in Titel V.

Hij werkt bovendien mee, wat betreft de afdeling die hij beheert, aan het opmaken van het bestuursplan bedoeld in artikel 29/3. »

Art. 69. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 22/3, luidend als volgt :

« Art. 22/3. Onder voorbehoud van artikel 4/1, § 3, tweede lid, 2° tot 4°, kan elk Comité een gemotiveerd advies richten aan de Algemene raad over elk vraagstuk betreffende het bestuur van het Agentschap dat de afdeling waarvan hij het beheer waarneemt, aangaat.

Voor de toepassing van het eerste lid, moet de voorzitter van de Algemene raad onmiddellijk aan de voorzitters van de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21, alle informatie en documenten meedelen die betrekking hebben op het bestuur van het Agentschap en die de afdeling waarvan zij het beheer waarnemen, betreffen. Hij maakt ook elk ontwerp van beslissing dat hetzelfde onderwerp heeft over binnen acht dagen vóór de vergadering van de Algemene raad die deze ontwerpen op zijn agenda heeft geplaatst. »

Art. 70. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 23, luidend als volgt :

« Art. 23. § 1. Er wordt een Commissie "Autonomie en zware afhankelijkheid" opgericht die gemeenschappelijk is met de afdeling "Welzijn en Gezondheid" en de afdeling "Handicap".

§ 2. De Commissie "Autonomie en zware afhankelijkheid" is samengesteld uit :

1° drie vertegenwoordigers van de vakorganisaties van de sector hulp en zorg en van de representatieve organisaties van de ziekenhuizen, instellingen of diensten van hulp en zorg of van hun beheerders aangewezen op voorstel van de leden van het Comité "Welzijn en Gezondheid" bedoeld in artikel 11, § 1, 1°;

2° drie vertegenwoordigers van de federaties van instellingen en diensten die zich richten tot de gehandicapte personen aangewezen op voorstel van de leden van het Comité "Handicap" bedoeld in artikel 18, § 1, 1°;

3° drie vertegenwoordigers van de verenigingen die de gehandicapte personen of hun gezin vertegenwoordigen aangewezen op voorstel van de leden van het Comité "Handicap" bedoeld in artikel 18, § 1, 2°;

4° drie vertegenwoordigers van de verenigingen die de bejaarden vertegenwoordigen;

5° drie vertegenwoordigers van de verzekeringsinstellingen aangewezen op voorstel van de leden van het Comité "Welzijn en Gezondheid" bedoeld in artikel 11, § 1, 2°;

§ 3. De Commissie "Autonomie en zware afhankelijkheid" is bevoegd voor:

1° het afsluiten van overeenkomsten i.v.m. de autonomieverzekering;

2° aan het Comité "Welzijn en Gezondheid" en aan het Comité "Handicap" akkoorden voorstellen i.v.m. de mobiliteitsstegegemoetkomingen op basis van de werkzaamheden van de technische commissie bedoeld in paragraaf 4;

3° voorstellen doen inzake de dekking van de behoeften i.v.m. zelfredzaamheidsverlies.

§ 4. Om akkoorden te sluiten i.v.m. de mobiliteitsstegegemoetkomingen wordt een technische commissie opgericht die afhangt van de Commissie "Autonomie en zware afhankelijkheid".

Deze technische commissie is samengesteld uit een gelijk aantal gewone en plaatsvervangende leden:

1° aangewezen op voorstel van de vertegenwoordigers van de representatieve verenigingen van apothekers en bandagisten;

2° aangewezen op voorstel van de verzekeringsinstellingen.

Het Comité "Welzijn en Gezondheid" en het Comité "Handicap" bepalen in onderlinge overeenstemming het aantal leden van deze technische commissie."

Art. 71. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 24, luidend als volgt :

« Art. 24. § 1. Er wordt een Commissie "Preventie en Bevordering van de Gezondheid" opgericht die gemeenschappelijk is met de afdeling "Welzijn en Gezondheid", de afdeling "Handicap" en de afdeling "Gezinnen".

§ 2. De Commissie "Preventie en Bevordering van de Gezondheid" is samengesteld uit een gelijk aantal gewone en plaatsvervangende leden :

1° aangewezen op voorstel van de organisaties die de dienstverstrekkers vertegenwoordigen op het vlak van de preventie en de bevordering van de gezondheid;

2° aangewezen op voorstel van de verzekeringsinstellingen.

§ 3. De Commissie "Preventie en Bevordering van de Gezondheid" is bevoegd voor :

1° het sluiten van overeenkomsten inzake preventie en bevordering van de gezondheid;

2° de evaluatie van de begrotingsmiddelen die bestemd zijn voor de preventie en de bevordering van de gezondheid. »

Art. 72. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 25, luidend als volgt :

« Art. 25/1. Artikel 16 is van toepassing op de Commissies bedoeld in de artikelen 23 en 24. »

Art. 73. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 25/1, luidend als volgt :

« Art. 25/1. § 1 De Commissies bedoeld in de artikelen 23 en 24 kunnen samen zetelen, of zetelen met één of meerdere Commissies bedoeld in de artikelen 12 tot 16/1, wanneer vraagstukken van gemeenschappelijk belang op de agenda staan.

Ze zetelen samen, of met één of meerdere Commissies bedoeld in de artikelen 12 tot 16/1, voor de vraagstukken die de Regering bepaalt.

§ 2. In het geval bedoeld in paragraaf 1, bepalen het of de Afdelingscomités bedoeld in de betrokken artikelen 11, 18 en 21, de samenstelling van de gezamenlijke vergadering van verschillende commissies.

Een evenwichtige vertegenwoordiging van de verschillende commissies bedoeld in de artikelen 12 tot 16/1, 23 en 24 betrokken bij de gezamenlijk vergadering alsook van de verschillende categorieën van deze commissies wordt daar verzekerd.

§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 1, stelt de aldus samengestelde Commissie haar huishoudelijk reglement op.

Het huishoudelijk reglement van elke Commissie wordt onderworpen aan het advies van het of de Afdelingscomités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 waaronder zij valt en met de goedkeuring van de Regering. Na goedkeuring wordt het reglement in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 74. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 25/2, luidend als volgt :

« Art. 25/2. De Algemene raad wijst de personen aan die belast zijn met het secretariaat van elk Comité en de personen die belast zijn met het secretariaat van elke Commissie bedoeld in de artikelen 12 tot 16/1, onder de personeelsleden van de diensten van de betrokken afdeling(en), op gezamenlijk voorstel van het betrokken Comité, van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de betrokken afdeling.

Hij wijst bovendien de personen aan die belast zijn met het secretariaat van de Commissies bedoeld in de artikelen 23 en 24 onder de personeelsleden van de betrokken afdelingen, op gezamenlijk voorstel van de Comités van deze afdelingen, van de administrateur-generaal en van de inspecteurs-generaal van de betrokken afdeling. »

Art. 75. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 25/3, luidend als volgt :

« Art. 25/3. De gewone leden en de plaatsvervangende leden van de Comités, van de Commissies bedoeld in de artikelen 12 tot 16/1, van de Commissies bedoeld in de artikelen 23 tot 24, en van de Subregionale coördinatiecommissies bedoeld in artikel 17, tweede lid, hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten voor het werk dat ze in deze organen verrichten, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering. De vergoedingen waarop ze hiervoor aanspraak kunnen maken, vallen ten laste van het Agentschap. »

Art. 76. Dezelfde afdeling 5 wordt aangevuld met een artikel 25/4, luidend als volgt :

« Art. 25/4. § 1. De gewone leden en de plaatsvervangende leden van elke Commissie bedoeld in de artikelen 23 en 24 worden voor vijf jaar aangewezen.

Een plaatsvervangend lid zetelt alleen maar als een gewoon lid van zijn categorie afwezig is.

Het lid dat geen deel meer uitmaakt van een Commissie wordt onmiddellijk vervangen.

§ 2. Elke Commissie bedoeld in de artikelen 23 en 24 wordt voorgezeten door een personeelslid van de diensten van één van de afdelingen waaronder zij ressorteert, aangewezen door de Algemene raad op het gezamenlijk voorstel van de administrateur-generaal en van de inspecteurs-generaal verantwoordelijk voor de betrokken afdelingen.

§ 3. Het is elk lid van een Commissie verboden om aanwezig te zijn bij de behandeling van of de beraadslaging over een onderwerp waarvoor het een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft.

§ 4. Een Commissie bedoeld in de artikelen 23 en 24 is geldig samengesteld wanneer ze minstens vier vijfde van de leden van elke groep bijeenbrengt.

In het geval dat een Commissie niet geldig is samengesteld overeenkomstig het eerste lid, wordt de Commissie opnieuw bijeengeroepen binnen de zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het eerste lid, wordt de Commissie geacht geldig samengesteld te zijn als minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden bij volstrekte meerderheid genomen van de stemmen uitgebracht door de aanwezige leden. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen.

§ 5. Elke Commissie bedoeld in de artikelen 23 en 24 maakt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement voorziet met name :

1° de regels betreffende de oproeping van de Commissie op aanvraag van de Regering, op aanvraag van de voorzitter of op aanvraag van twee leden;

2° de regels betreffende het voorzitterschap van de Commissie bij afwezigheid van de voorzitter of als hij verhinderd is;

3° de regels betreffende de modaliteiten inzake beraadslaging onverminderd paragraaf 4°;

4° de regels betreffende het beheer van de toestanden bedoeld in paragraaf 3°;

5° de regels betreffende de stemming indien de leden niet in gelijk aantal aanwezig zijn in elke categorie.

Het huishoudelijk reglement van elke Commissie wordt onderworpen aan het advies van de Afdelingscomités waaronder zij valt en met goedkeuring door de Regering. Na goedkeuring wordt het reglement in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 77. In Titel II ingevoegd bij artikel 10, wordt een hoofdstuk 3 ingevoegd, dat de artikelen 26 tot 26/6 inhoudt, met als opschrift "Dagelijks beheer".

Art. 78. Hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 77, wordt aangevuld met een artikel 26, luidend als volgt :

« Art. 26. § 1. Het dagelijkse beheer van het Agentschap wordt waargenomen door een administrateur-generaal, bijgewoond door een adjunct administrateur-generaal en door inspecteurs-generaal verantwoordelijk voor afdelingen, ieder voor de afdeling die hem betreft.

De administrateur-generaal en de adjunct administrateur-generaal worden voor een mandaat van rang A2 door de Regering benoemd onder de voorwaarden bepaald in Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode.

Voor de toepassing van de bepalingen van Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode worden, bij de toewijzing van de mandaten van administrateur-generaal en adjunct administrateur-generaal van het Agentschap, ook als lid van de pool van kandidaten beschouwd, de mandatarissen aangewezen op de datum van eerste oproep tot de kandidaten in een federale openbare instelling van openbaar nut Sociale zekerheid of in een federale administratie gebonden aan de aangelegenheden van het Agentschap, alsook de personen die voor de datum van de oproep tot de kandidaten geslaagd zijn voor een assessment SELOR waarmee ze een post van mandataris in een federale openbare instelling van openbaar nut Sociale zekerheid of in een federale administratie gebonden aan de aangelegenheden van het Agentschap hadden kunnen bekleden.

§ 2. Elke afdeling van het Agentschap staat onder het gezag van een inspecteur-generaal.

De inspecteurs-generaal wonen de administrateur-generaal en de adjunct administrateur-generaal bij in het dagelijkse beheer van het Agentschap, ieder wat betreft de afdeling waaronder hij ressorteert. »

Art. 79. In hetzelfde Hoofdstuk 3 wordt een artikel 26/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26/1. § 1^{er}. Met inachtneming van het beheerscontract vervult de administrateur-generaal de daden van dagelijks beheer uit die bepaald zijn in het huishoudelijk reglement van de Algemene Raad en in de huishoudelijke reglementen van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comités onder het toezicht van de Algemene Raad en van de Comités, ieder wat hem betreft. Hij vervult ook elke daad van dagelijks beheer die door de Regering wordt bepaald.

Onverminderd de delegaties bedoeld in artikel 26/5 vervult de administrateur-generaal onder het gezag van de Algemene Raad en van de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21, ieder wat hem betreft, de volgende opdrachten:

1° hij voert de beslissingen van de Algemene Raad en van de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 uit en brengt aan het einde van minstens elke trimester verslag uit over die uitvoering aan de Algemene Raad en aan de Comités, ieder wat hem betreft;

2° hij verstrekt de Algemene Raad en de Comités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 elke informatie en legt alle voorstellen over die nuttig zijn voor de werking van het Agentschap of van de betrokken afdeling;

3° hij zorgt voor het beheer van het personeel van het Agentschap onverminderd de taken die aan de adjunct administrateur-generaal worden toegekend;

4° hij ondertekent alle stukken en briefwisselingen die voortvloeien uit de uitoefening van de bevoegdheden van dagelijks beheer;

5° binnen de perken van het dagelijkse beheer vertegenwoordigt hij het Agentschap in de gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken en treedt hij rechtsgeldig in zijn naam en voor zijn rekening op, zonder dat hij zulks door een beslissing van de Algemene Raad of van een Comité bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 moet staven.

Voor de gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken die niet onder het dagelijkse beheer ressorteren, wordt het Agentschap vertegenwoordigd door de administrateur-generaal en door de voorzitter van de Algemene Raad die gezamenlijk in zijn naam en voor zijn rekening optreden.

§ 2. Onverminderd de opdrachten toevertrouwd aan het Comité "Handicap" overeenkomstig artikel 18/1 neemt de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde de individuele beslissingen in de bevoegdheden van het Agentschap aan wanneer ze hem door de Regering worden toevertrouwd.

Deze beslissingen worden aan de Regering meegedeeld die over 10 werkdagen beschikt om ze te hervormen.

Alle beslissingen die overeenkomstig § 2 worden genomen, worden aan de leden van de Algemene Raad, van de Afdelingscomités bedoeld in de artikelen 11, 18 en 21 en van de Commissies meegedeeld volgens de modaliteiten die door de Regering op voorstel van de Algemene Raad worden bepaald.

§ 3. Via zijn administrateur-generaal of zijn adjunct administrateur-generaal en op verzoek van de Regering bereidt het Agentschap het werk van de Regering voor en zorgt het voor de administratieve, begrotings- en boekhoudopvolging in het kader van zijn opdrachten. »

Art. 80. In hetzelfde Hoofdstuk 3 wordt een artikel 26/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26/2. De Algemene Raad kan bevoegdheden die nodig zijn voor het bestuur van het Agentschap en die niet vallen onder het dagelijkse beheer, met uitzondering van die bedoeld in artikel 4/1, § 3, tweede lid, 1° tot 4°, aan de administrateur-generaal of de adjunct administrateur-generaal overdragen.

Hij bepaalt de omvang van de overgedragen bevoegdheden en de periode waarin de administrateur-generaal of de adjunct administrateur-generaal ertoe gemachtigd worden om ze uit te oefenen.

De administrateur-generaal oefent de overgedragen bevoegdheden onder het gezag van de Algemene Raad uit. »

Art. 81. In hetzelfde Hoofdstuk 3 wordt een artikel 26/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26/3. De adjunct administrateur-generaal staat de administrateur-generaal bij in de uitvoering van de taken die hem toevertrouwd worden.

De Regering bepaalt, in de omtrek van het dagelijkse beheer, op voorstel van de Algemene Raad, de bevoegdheden van de administrateur-generaal die het voorwerp uitmaken van een delegatie aan de adjunct administrateur-generaal. »

Art. 82. In hetzelfde Hoofdstuk 3 wordt een artikel 26/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26/4. Onder het gezag van de administrateur-generaal beslist elke inspecteur-generaal die voor een afdeling verantwoordelijk is, over de interne organisatie van de afdeling die hij leidt. »

Art. 83. In hetzelfde Hoofdstuk 3 wordt een artikel 26/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26/5. De administrateur-generaal wordt ertoe gemachtigd om binnen de perken en onder de voorwaarden bepaald door de Algemene Raad een deel van de hem toevertrouwde bevoegdheden over te dragen aan de adjunct administrateur-generaal, aan één of meerdere inspecteurs-generaal of aan één of meerdere personeelsleden van het Agentschap.

Hij kan met name aan de adjunct administrateur-generaal, aan een inspecteur-generaal of aan een personeelslid van het Agentschap zijn bevoegdheid om laatstgenoemde voor de gerechtelijke en administratieve rechtbanken te vertegenwoordigen, overdragen.

De administrateur-generaal heeft het recht om elke overgedragen opdracht aan zich te trekken. »

Art. 84. In hetzelfde Hoofdstuk 3 wordt een artikel 26/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26/6. Bij afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-administrateur-generaal. Indien laatstgenoemde ook verhinderd wordt, worden ze uitgeoefend door de inspecteur-generaal aangewezen door de Algemene Raad. »

Art. 85. In Boek I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een Titel III, met als opschrift "Personeel", die de artikelen 27 en 27/1 omvat, ingevoegd.

Art. 86. In Titel III, ingevoegd bij artikel 85, wordt een artikel 27 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 27. De Regering bepaalt de personeelsformatie van het Agentschap op voorstel van de Algemene Raad.

In afwijking van het eerste lid en voor de inwerkingtreding van de artikelen 1 tot 30/2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, kan de Regering de personeelsformatie van het Agentschap gedeeltelijk bepalen. »

Art. 87. In dezelfde titel III wordt een artikel 27/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 27/1. Het contractuele personeel van het Agentschap wordt onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

In afwijking van het eerste lid kan het Agentschap personeelsleden middels een arbeidscontract in dienst nemen om bijkomende of specifieke taken, waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald, uit te oefenen. »

Art. 88. In Boek I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een Titel IV, die de artikelen 28 tot 28/10 omvat, ingevoegd, met als opschrift "Bestaansmiddelen, begroting, boekhouding en rekeningen".

Art. 89. In titel IV, ingevoegd bij artikel 88, wordt een artikel 28 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28. De bestaansmiddelen van het Agentschap bestaan uit :

- 1° toelagen binnen de perken van de op de begroting uitgetrokken kredieten;
- 2° toelagen afkomstig van overheden, administraties en openbare instellingen;
- 3° de opbrengst van eventuele schenkingen en legaten;
- 4° de opbrengst van het erfgoed;
- 5° de terugbetalingen van niet-verschuldigde bedragen;
- 6° de opbrengst van eventuele boetes en interesten;
- 7° de opbrengst van leningen;
- 8° de opbrengst van bijdragen;
- 9° de opbrengst van de bijdragen van begunstigden.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde toelagen, worden in twee schijven ter beschikking gesteld van het Agentschap en moeten uiterlijk op de 20ste dag van elk halfjaar betaald worden. »

Art. 90. In dezelfde titel IV wordt een artikel 28/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/1. De Algemene Raad verdeelt de globale opbrengst van de bestaansmiddelen bedoeld in artikel 28, eerste lid, tussen de afdelingen van het Agentschap op basis van de behoeften van ieder van hen. Deze verdeling wordt verricht na opneming van het bedrag van de beheerskosten van het Agentschap dat bedoeld is in zijn beheersbegroting.

De kredieten toegekend voor de paritaire opdrachten van het Agentschap zijn limitatief, met uitzondering van de vereffeningskredieten wanneer de tekst ervan bepaalt dat ze niet limitatief zijn en ten belope van maximum 3 % van het geheel van de niet-limitatieve kredieten die voor elke afdeling zijn goedgekeurd. Die mogelijkheid mag slechts mits de instemming van de Regering uitgevoerd worden. De instemming van de Regering wordt vereist om tot de overschrijding per basisallocatie over te gaan. »

Art. 91. In dezelfde titel IV wordt een artikel 28/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/2. § 1. De begroting van het Agentschap bestaat uit :

1° een begroting van de opdrachten, die de ontvangsten en uitgaven betreffende de wettelijke opdrachten van het Agentschap omvat;

2° een beheersbegroting, die de ontvangsten en uitgaven betreffende het beheer van het Agentschap omvat.

De begroting van de opdrachten en de beheersbegroting worden per begrotingsprogramma's en -artikelen voorgesteld. De begroting van de opdrachten wordt per afdeling verdeeld.

§ 2. In de begroting van de opdrachten wordt een onderscheid gemaakt tussen de begroting bestemd voor de paritaire opdrachten en de begroting bestemd voor de opdrachten die niet-paritair zijn.

Onder paritaire opdrachten wordt verstaan de opdrachten waarvoor de vereffening van de begrotingsmiddelen via een verzekeringsinstelling of een kinderbijslagfonds als betaalorganen uitgevoerd wordt.

Het deel bestemd voor de begroting van de opdrachten die niet paritair zijn, wordt op voorstel van de Algemene Raad, door de Regering beslist, wordt in de begroting van het Agentschap opgenomen en is niet bedoeld in artikel 28/1, § 1 behalve delegatie besloten door de Regering.

Het totaal van het bedrag bestemd voor de niet-paritaire opdrachten wordt jaarlijks door het Parlement bepaald via specifieke toelagen opgenomen in het gewestelijke begrotingsdecreet.

Aan de hand van het gewestelijke begrotingsdecreet beslist het Parlement jaarlijks de lijst van de subsidiëringsverrichtingen die door de Regering via de begroting van het Agentschap worden toegelaten en die niet bedoeld zijn in een andere decretale of reglementaire bepaling. »

Art. 92. In dezelfde titel IV wordt een artikel 28/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/3. De Regering stelt de modaliteiten vast volgens welke de jaarlijkse begroting van het Agentschap wordt bepaald. »

Art. 93. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 28/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/4. De jaarlijkse begroting van het Agentschap wordt binnen twee dagen na de vergadering van de Algemene Raad waarin ze bepaald is, ter advies voorgelegd aan de in artikel 30 bedoelde Regeringscommissarissen.

Het advies van de Regeringscommissarissen slaat op de overeenstemming van de jaarlijkse begroting met de wettelijke en reglementaire bepalingen, met de begrotingsdoelstellingen van het Waalse Gewest alsook met de bepalingen van het beheerscontract die een budgettaire of financiële draagwijdte hebben.

Bij gebrek aan advies binnen een termijn van vijftien dagen na de mededeling van de jaarlijkse begroting aan de Regeringscommissarissen, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan. De termijn wordt hoogstens met tien dagen verlengd op met redenen omkleed verzoek van de Regeringscommissarissen. »

Art. 94. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 28/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/5. De jaarlijkse begroting wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Daartoe gaat de jaarlijkse begroting vergezeld van het in artikel 28/4, tweede lid, bedoelde advies, indien het gegeven is, van de Regeringscommissarissen, alsook van de adviezen van de Raad inzake financiële en budgettaire monitoring

Elk Comité maakt een strategische nota op die voor de opmaking van bewijsnota's en toelichtingen door de Algemene Raad dient. »

Art. 95. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 28/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/6. In afwijking van de artikelen 28/3 tot 28/5 wordt de oorspronkelijke begroting van het Agentschap voor het begrotingsjaar 2016 door de Regering uitgewerkt en goedgekeurd. »

Art. 96. In dezelfde titel IV wordt een artikel 28/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/7. Het Agentschap houdt een algemene boekhouding en een budgettaire boekhouding. »

Art. 97. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 28/8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/8. De periodieke activa en passiva van het Agentschap worden aan het einde van elke trimester door de Algemene Raad aan de Regering gericht. »

Art. 98. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 28/9 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 28/9. De Algemene Raad deelt uiterlijk op 31 mei van het jaar volgend op het betrokken jaar het jaarlijkse activiteitenverslag van het Agentschap aan de Regering mede. De Regering maakt het verslag over aan het Parlement.

De Algemene raad richt aan de Regering elke andere informatie dan degene die door haar wordt gevraagd. »

Art. 99. In Boek I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een Titel V, die de artikelen 29 tot 29/4 omvat, ingevoegd, met als opschrift "Beheerscontract".

Art. 100. In titel V, ingevoegd bij artikel 99, wordt een artikel 29 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29. De bijzondere regels en voorwaarden volgens welke het Agentschap de hem krachtens dit Boek toevertrouwde opdrachten uitoefent, worden bepaald in een beheerscontract gesloten tussen de Regering en de Algemene raad.

De bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet zijn aan toepassing op het Agentschap. »

Art. 101. In dezelfde Titel V wordt een artikel 29/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29/1. § 1. De in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comités, ieder wat betreft de afdeling die het beheert, de Raad inzake financiële en budgettaire monitoring en de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek delen de Algemene Raad een met redenen omkleed advies mede met het oog op de ontwikkeling van de werking en de staat van de openbare dienst waarmee het Agentschap is belast.

De Algemene Raad bepaalt de termijn waarin de adviezen van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comités en van de Raad inzake financiële en budgettaire monitoring hem moeten worden overgemaakt. Die termijn bedraagt minstens vijftien dagen, te rekenen van de indiening van de aanvraag.

§ 2. Bij de onderhandeling en het sluiten van het beheerscontract wordt het Agentschap vertegenwoordigd door de stemgerechtigde leden van de Algemene Raad aangewezen door deze Raad, alsook door de administrateur-generaal, de adjunct administrateur-generaal en de inspecteurs-generaal die voor afdelingen verantwoordelijk zijn. De meeste leden van de Algemene Raad die aangewezen worden om het Agentschap te vertegenwoordigen, moeten behoren tot de categorieën leden bedoeld in artikel 4, § 1^o en 2^o.

De vertegenwoordigers van het Agentschap vragen het met redenen omkleed advies van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comit es over de lopende onderhandelingen, ieder voor wat betreft de afdeling die het beheert. Ze bepalen de termijn waarin de adviezen van de Comit es hen moeten worden overgemaakt. Die termijn bedraagt minstens 8 dagen te rekenen van de indiening van de aanvraag.

Onverminderd de voorafgaandelijke toepassing van de regels betreffende het sociaal overleg wordt het personeel van het Agentschap geïnformeerd over de ontwikkeling van de onderhandelingen volgens een procedure bepaald door de Algemene Raad en goedgekeurd door de Regering.

§ 3. Alvorens zich over de goedkeuring van het beheerscontract uit te spreken onderwerpt de Algemene Raad het beheerscontract aan het met redenen omkleed advies van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comit es, ieder voor wat betreft de afdeling die het beheert. Hij bepaalt de termijn waarin het advies van de Comit es hem moet worden overgemaakt. Die termijn bedraagt minstens vijftien dagen, te rekenen van de indiening van de aanvraag.

§ 4. Het beheerscontract wordt vervolgens door de Regering goedgekeurd.

§ 5. Het eerste beheerscontract van het Agentschap wordt goedgekeurd binnen  en jaar na de inwerkingtreding van dit Boek. »

Art. 102. In dezelfde Titel V wordt een artikel 29/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29/2. Het met redenen omkleed advies van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comit es, ieder wat betreft de afdeling die het beheert, en de Raad inzake Financi le en budgettaire monitoring wordt door de Algemene Raad meegedeeld met het oog op het opmaken van het jaarlijkse verslag over de uitvoering van het beheerscontract. De Algemene Raad bepaalt de termijn waarin de adviezen van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comit es en van de Raad inzake Financi le en budgettaire monitoring hem moeten worden overgemaakt. Die termijn bedraagt minstens vijftien dagen, te rekenen van de indiening van de aanvraag. »

Art. 103. In dezelfde Titel V wordt een artikel 29/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29/3. Na het sluiten van het beheerscontract maakt de Algemene Raad een bestuursplan op. Dit plan vermeldt de wijze waarop het beheerscontract uitgevoerd zal worden.

De Algemene Raad onderwerpt het ontwerp van bestuursplan aan het met redenen omkleed advies van de Comit es, ieder wat betreft de afdeling die het beheert. Hij bepaalt de termijn waarin het advies van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comit es hem moet worden overgemaakt. Die termijn bedraagt minstens vijftien dagen, te rekenen van de indiening van de aanvraag.

Onverminderd de voorafgaandelijke toepassing van de regels betreffende het sociaal overleg wordt het personeel van het Agentschap geïnformeerd over de inhoud van het bestuursplan volgens een procedure bepaald door de Algemene Raad en goedgekeurd door de Regering. »

Art. 104. In dezelfde Titel V wordt een artikel 29/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29/4. De kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren waarmee de graad van verrichting van de doelstellingen vermeld in het beheerscontract gemeten kan worden, worden periodiek bekerend. Ze worden in boordtabellen vermeld. »

Art. 105. In Boek I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een Titel V, die de artikelen 30 tot 30/2 omvat, ingevoegd, met als opschrift "Controle".

Art. 106. In Titel VI, ingevoegd bij artikel 105, wordt een artikel 30 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30. De Regering wijst twee Regeringscommissarissen aan overeenkomstig het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Wanneer ze het beroep in artikel 8, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, uitoefenen, informeren de Regeringscommissarissen de Algemene Raad daarover.

In afwijking van artikel 8bis van hetzelfde decreet wonen ze de vergaderingen van de Algemene Raad, de vergaderingen van de Raad inzake Financi le en budgettaire monitoring alsook de vergaderingen van de in de artikelen 11, 18 en 21 bedoelde Comit es. »

Art. 107. In dezelfde Titel VI wordt een artikel 30/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30/1. Wanneer de Algemene Raad of een Comit  verzuimd heeft een maatregel te treffen of een bij de wet, het decreet of de reglementen voorgeschreven handeling uit te voeren, kan de Regering hem in gebreke stellen om de maatregel te treffen of de vereiste handeling binnen de door haar bepaalde termijn uit te voeren. Die termijn mag niet kleiner zijn dan acht dagen.

Wanneer de Algemene Raad of het betrokken Comit  de vereiste maatregelen niet getroffen heeft, kan de Regering in zijn plaats treden. »

Art. 108. In dezelfde Titel VI wordt een artikel 30/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30/2. De Algemene Raad wijst  en Regeringscommissaris aan overeenkomstig artikel 20bis van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

De revisor richt minstens  en keer per jaar bij het opmaken van de balans, de winst- en verliesrekening of de jaarrekening een verslag over de activa en passiva van het Agentschap alsook over de bedrijfsresultaten aan de Regering, aan de Algemene Raad en aan de Raad inzake Financi le en budgettaire monitoring.

Hij deelt onverwijld elke nalatigheid, onregelmatigheid of toestand die de solvabiliteit van het Agentschap in gevaar zouden kunnen brengen, aan de Regering, de Algemene Raad en de Raad inzake Financi le en budgettaire monitoring mede.

De uitgaven die voortvloeien uit de aan de revisor toevertrouwde opdrachten zijn ten laste van het Agentschap.

De revisor kan ter plaatse inzage nemen van de boeken en de boekhoudstukken de briefwisseling, de notulen, de periodieke toestanden en doorgaans van alle geschriften. »

Art. 109. In hetzelfde Wetboek, Deel I, wordt Boek I, Titel V, hoofdstuk 4, dat de artikelen 31 tot 41 omvat, Boek II.

Art. 110. In hetzelfde Wetboek, Deel I, Boek II, ingesteld bij artikel 105 :

1° wordt afdeling 1, die de artikelen 31 en 32 omvat, Titel I;

2° wordt afdeling 2, die de artikelen 33 tot 35 omvat, Titel II;

3° wordt afdeling 3, die de artikelen 36 tot 40 omvat, Titel III.

Art. 111. In hetzelfde Wetboek, Deel I :

1° wordt Boek I, Titel V, die artikel 41 omvat, Titel IV;

2° wordt Boek I, Titel VI, die artikel 42 omvat, opgeheven;

3° wordt Boek I, Titel VII, die artikel 43 omvat, Boek III;

Art. 112. In hetzelfde Wetboek, Deel I, Boek I, Titel IV, zoals gewijzigd bij artikel 111, wordt artikel 41 gewijzigd als volgt :

vervallen de woorden « van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de Vaste commissies en ».

Art. 113. In hetzelfde Wetboek, Deel I, Boek I, Titel IV, zoals gewijzigd bij artikel 111, wordt artikel 43, § 5, gewijzigd als volgt :

de woorden « aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" worden vervangen door de woorden, voor de aangelegenheden die hen betreffen, aan de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek bedoeld in de artikelen 5 en volgende ».

Art. 114. In hetzelfde Wetboek, Deel I, wordt Boek II, die de artikelen 44 tot 47/3 omvat, Boek IV.

Art. 115. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Boek IV, Titel IV, wordt het opschrift "Hoofdstuk II. Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" vervangen door: "Hoofdstuk II. Begunstigen, erkenningen en toelagen in het kader van het beleid tot integratie van de gehandicapte personen".

Art. 116. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Hoofdstuk II, zoals gewijzigd in artikel 115, wordt Afdeling 1, die de artikelen 271 tot 272 omvat, opgeheven.

Art. 117. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Hoofdstuk II, wordt afdeling 2, die de artikelen 273 en 274 omvat, opgeheven :

Art. 118. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Hoofdstuk II, wordt het opschrift van Afdeling 3 vervangen door : "Afdeling 1. Begunstigden".

Art. 119. In Titel I, Hoofdstuk II, wordt artikel 275 gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste en derde lid, vervallen de woorden "van het Agentschap"

2° in paragraaf 4 worden de woorden "het Agentschap" vervangen door de woorden "de Regering".

Art. 120. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 276, eerste lid, vervallen de woorden "van het Agentschap".

Art. 121. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 277, worden de woorden "Het Agentschap kan zijn dienstverlening weigeren of verminderen als" vervangen als volgt "De dienstverlening kan geweigerd of verminderd worden als".

Art. 122. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 278, vervallen de woorden "van het Agentschap".

Art. 123. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 279, lid 1, 3 en 7, worden, in de Franse versie, de woorden "l'AWIPH" vervangen door de woorden "l'Agence".

Art. 124. In Titel I, Hoofdstuk II, wordt artikel 280 gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "het Agentschap" vervangen door de woorden "de Regering";

2° in het tweede lid van de Franse versie worden de woorden "l'AWIPH", de eerste keer dat ze aangehaald worden, vervangen door de woorden "l'Agence";

3° in het tweede lid worden de woorden "het Agentschap", de tweede keer dat ze aangehaald worden, vervangen door de woorden "de Regering";

4° in het derde lid worden de woorden "het Agentschap" vervangen door de woorden "de Regering";

5° in het vijfde lid worden de woorden "op voorstel van het beheerscomité van het Agentschap" vervangen door de woorden "op voorstel van het afdelingscomité "Handicap";

6° in het zesde lid worden de woorden "het Agentschap" vervangen door de woorden "de Regering".

Art. 125. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 281, eerste lid, vervallen de woorden "door het Agentschap".

Art. 126. In Titel I, Hoofdstuk II, wordt het opschrift van Afdeling 4 vervangen door : "Afdeling 2. Erkenning, subsidiëring en overeenkomsten".

Art. 127. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 282, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 en 2 worden de woorden "het Agentschap" vervangen door de woorden "de Regering";

2° in het derde lid worden de woorden "het Agentschap" vervangen door het woord "Zij".

3° in lid 3 en 4 worden de woorden "het Agentschap" vervangen door de woorden "de Regering".

Art. 128. In Titel I, Hoofdstuk II, wordt artikel 283 gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid worden de woorden "het Agentschap" vervangen door de woorden "de Regering";

5° in het vijfde lid vervallen de woorden "door het Agentschap";

3° in het zevende lid worden de woorden "beheerscomité van het Agentschap" vervangen door de woorden "Afdelingscomité "Handicap" ».

Art. 129. In Titel I, Hoofdstuk II, wordt artikel 284 gewijzigd als volgt :

« Art. 284. De Regering kan na advies van het Afdelingscomité "handicap" toelagen verlenen om specifieke initiatieven te bevorderen i.v.m. de integratie van de gehandicapte personen. »

Art. 130. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 285 worden de woorden "beheerscomité van het Agentschap" vervangen door de woorden « Afdelingscomité "Handicap" ».

Art. 131. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 286, worden, in de Franse versie, de woorden "l'AWIPH" vervangen door de woorden "l'Agence".

Art. 132. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 287, worden, in de Franse versie, de woorden "l'AWIPH" vervangen door de woorden "l'Agence".

Art. 133. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 288, vervallen de woorden "die door het Agentschap wordt verleend".

Art. 134. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 289, vervallen de woorden "volgens het Agentschap".

Art. 135. In Titel I, Hoofdstuk II, worden de afdelingen 5, 6 en 7, die de afdelingen 290 tot 314 omvatten, opgeheven.

Art. 136. In Titel I, Hoofdstuk II, wordt het opschrift "Afdeling 8 : Toezicht" vervangen door "Hoofdstuk III : Toezicht".

Art. 137. In Titel I, Hoofdstuk III, zoals gewijzigd in artikel 136, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van de Franse versie worden de woorden "de l'AWIPH" vervangen door de woorden "de l'Agence";

2° in het tweede lid, 2°, van de Franse versie worden de woorden "à l'AWIPH" vervangen door de woorden "à l'Agence".

Art. 138. In Titel I, Hoofdstuk III, artikel 316 worden de woorden "het beheerscomité" vervangen door de woorden "de Regering".

Art. 139. In Titel I, Hoofdstuk III, artikel 317 worden de woorden "van het beheerscomité" vervangen door de woorden "van de Regering".

Art. 140. In Titel I, Hoofdstuk III, wordt artikel 320 opgeheven.

Art. 141. In Titel I, wordt het opschrift "Hoofdstuk III : Verenigingen van gehandicapte personen" vervangen door "Hoofdstuk IV : Verenigingen van gehandicapte personen".

Art. 142. In Titel I, Hoofdstuk IV, zoals gewijzigd in artikel 141, artikel 321, tweede lid, laatste streepje, worden de woorden "het Agentschap" vervangen door de woorden "de Regering als beleid tot integratie van de gehandicapte personen".

Art. 143. In Titel II, Hoofdstuk I, artikel 324, worden, de woorden « van het "AWIPH" » vervangen door de woorden "van de Regering".

Art. 144. In Titel II, Hoofdstuk II, artikel 325, worden, de woorden « het "AWIPH" » vervangen door de woorden "de Regering".

Art. 145. In Titel I, Hoofdstuk II, artikel 332, worden de woorden « het "AWIPH" » vervangen door de woorden "het Agentschap".

Art. 146. In Titel I, Hoofdstuk II, Afdeling 3, Onderafdeling 1, artikel 619, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid vervalt het einde van de zin vanaf de woorden "en legt de aanvragen";

2° in het derde lid worden de woorden "van het advies" vervangen door de woorden "van de aanvraag";

3° het vierde lid vervalt.

Art. 147. In Titel II, Hoofdstuk III, Afdeling 5, Onderafdeling 1, artikel 675, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid vervalt het einde van de zin vanaf de woorden "en maakt ze voor advies over";

2° in het derde lid worden de woorden "het advies" vervangen door de woorden de aanvraag";

3° het vierde lid vervalt.

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren

Art. 148. In artikel 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, laatst gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt punt 9° vervangen als volgt :

« 9° "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waaals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen); »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut waarvan de opdrachten de in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden aangaan

Art. 149. In artikel 2, § 2 van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut waarvan de opdrachten de in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden aangaan, gewijzigd bij de decreten van 10 december 2009, 19 december 2012, 11 december 2013 en 11 december 2014 worden de woorden « "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waaals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) vervangen door de woorden "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waaals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen) ».

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet*

Art. 150. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt punt 1^o vervangen als volgt :

« 1^o "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waaals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen) »;

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet*

Art. 151. In artikel 3, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt punt 1^o vervangen als volgt:

"1^o "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waaals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen)".

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet*

Art. 152. In artikel 3 van het decreet van 3 februari 12 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt punt 1^o vervangen als volgt:

"1^o "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waaals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen)";

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 153. In afwijking van de artikelen 4, § 4, 5,, § 4, 6, § 2, 11, § 3, 18, § 3 en 21, § 3, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, zoals ingevoegd bij dit decreet en in artikel 5, tweede lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, begint het mandaat van de eerste gewone en de eerste plaatsvervangende leden binnen de Algemene Raad, het Comité "Welzijn en Gezondheid", het Comité "Handicap" en het Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale et des familles" te lopen op 1 januari 2016.

In afwijking van artikel 5/1, § 2, van hetzelfde Wetboek begint het mandaat van de eerste gewone en de eerste plaatsvervangende leden binnen het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek te lopen binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 154. In afwachting van de reële installatie van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek bedoeld in artikel 7 wordt er gehandeld overeenkomstig de artikelen 1 tot 30 die voor de inwerkingtreding van dit decreet van toepassing waren.

Wat betreft de bevoegdheden van sociale actie en integratie van vreemdelingen en personen van buitenlandse herkomst wordt er, tot de door de Regering bepaalde datum, gehandeld overeenkomstig de artikelen 1 tot 30 die voor de inwerkingtreding van dit decreet van toepassing waren.

Art. 155. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 3 december 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitalisering,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waals Parlement, 327 (2015-2016), nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 2 december 2015.

Bespreking.

Stemming.